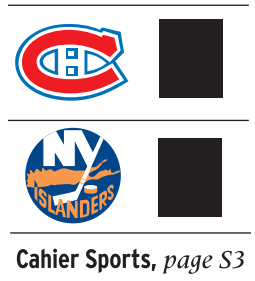




# La Presse

cyberpresse.ca

**Le dur réveil du multimédia**  
Cahier Actuel, page B1



**Lucas insensible au surpoids de Thobela**  
Cahier Sports, page S11



MONTRÉAL | VENDREDI 30 NOVEMBRE 2001 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | 118<sup>e</sup> ANNÉE > NO 42 > 68 PAGES > 6 CAHIERS | 60 ¢ TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70¢ | FLORIDE 1,75 \$ U.S.

## Un accord à portée de la main



ISABELLE HACHEY  
envoyée spéciale  
À BONN

LES FACTIONS afghanes chargées de redessiner les contours de l'ère post-talibans ont fait des progrès importants, hier à la conférence de Bonn, se disant confiants de conclure un accord sur la transition politique du pays d'ici quelques jours.

Au troisième jour d'intenses négociations, les 28 délégués isolés au château de Petersberg, sur une colline dominant la vallée du Rhin, sont à un cheveu d'une entente, selon Ahmad Fawzi, porte-parole des Nations unies. « Leurs positions sont très proches, mais nous n'y sommes pas encore », a-t-il déclaré.

L'Alliance du Nord et le groupe de Rome, les deux principales délégations afghanes, se sont entendus sur la formation d'un conseil suprême intérimaire — un Parlement de 120 à 200 membres, chargé d'assurer la transition politique du pays ravagé par 22 ans de guerre.

Les quatre délégations doivent maintenant négocier la composition de ce conseil et d'une administration de transition, sorte de cabinet de 15 à 25 ministres qui gouvernera le pays jusqu'à la convocation, au printemps, de la Loya Jirgah, l'assemblée traditionnelle afghane.

Cette assemblée décidera d'un gouvernement de transition qui régnera sur le pays pendant deux ans, le temps d'écrire une nouvelle Constitution. Selon le plan de l'ONU, les Afghans seront ensuite appelés aux urnes pour se choisir un gouvernement démocratique.

Il semble se dégager un consensus autour de l'ancien roi d'Afghanistan, Zaher Shah, pour qu'il assume la présidence du conseil suprême. C'est du moins la proposition du groupe de Rome, fidèle à l'octogénaire réfugié dans la capitale italienne depuis 1973. La plupart des délégués seraient prêts à lui accorder un poste — à tout le moins symbolique —, reconnaissant que Zaher Shah jouit d'une grande popularité parmi tous les

Voir ACCORD en A4

## LES NOUVEAUX TERRITOIRES DU SIDA



Photo AP

À l'occasion de la Journée mondiale sur le sida, demain, les Nations unies mettent en garde contre le relâchement de la prévention et rappellent que le virus conquiert de nouveaux territoires. Les enfants n'y échappent pas, comme Fartin, cette orpheline de sept ans, recueillie par le centre d'hébergement pour sidéens de Bangkok qui s'occupe chaque jour de 100 personnes atteintes de la terrible maladie. À lire en page A6

## Ressam avait projeté de faire sauter une mégabombe à Outremont

ANDRÉ NOËL

Le terroriste algérien Ahmed Ressay avait discuté avec un complice de faire exploser une énorme bombe à Outremont ou dans les environs, en 1999, à cause de la présence importante de citoyens de religion juive, révèle une déclaration sous serment du FBI divulguée hier à Vancouver.

Le complice en question, Samir Aït Mohamed, conteste une demande d'extradition aux États-Unis. À l'été 1999, il suggérait à Ressay que le dispositif explosif devait être fabriqué « avec les bons ingrédients » et « placé dans un camion-citerne rempli d'essence afin de provoquer l'explosion la plus massive et la plus dommageable possible ».

Mohamed « affirmait que l'intersection de l'avenue Laurier et de l'avenue du Parc était particulièrement intéressante pour placer une bombe, étant donné qu'on observait la présence importante de juifs portant de longs favoris bouclés marchant à cet endroit », précise la déclaration.

Cette intersection se trouve en fait à Montréal, à un coin de rue de la petite ville d'Outremont où habitent



Ahmed Ressay

Voir BOMBE en A2

## Compte à rebours pour Kandahar

d'après AFP et AP

KABOUL — Des forces antitalibans ont affirmé hier se rapprocher du fief de la milice fondamentaliste, Kandahar. Un chef militaire de la plus puissante faction afghane, l'Alliance du Nord, le commandant Besmillah Khan, a assuré que Kandahar devrait échapper au contrôle de la milice d'ici une semaine.

Selon lui, des contacts sont en cours avec des chefs pachtouns de cette région, opposés aux ta-

libans. Washington compte sur les tribus pachtounes et les chefs traditionnels pour obtenir des défections dans les rangs des talibans.

Cette stratégie qui a fonctionné dans le Nord semble avoir eu un premier succès de taille avec la défection du chef des services de renseignement des talibans ainsi que plusieurs autres dirigeants de la milice, selon des responsables américains.

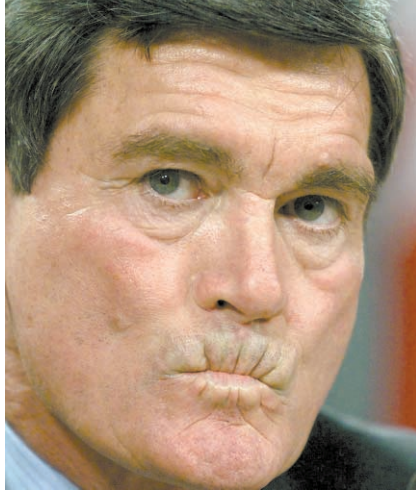
Les États-Unis, qui continuent de renforcer leur présence à portée du dernier bastion tali-

ban, poursuivent par ailleurs leurs bombardements dans le secteur pour précipiter la chute de Kandahar.

Le Pentagone a aussi déployé une centaine de fantassins de la 10<sup>e</sup> division de montagne américaine, à Bagram, au nord de Kaboul, et à Mazar-e-Charif (Nord) pour assurer la sécurité des aéroports de ces localités, selon un responsable

Voir KANDAHAR en A2

## Air Canada fustigée par le commissaire aux plaintes pour la piètre qualité de son service



Bruce Hood

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Bruce Hood, le commissaire fédéral aux plaintes relatives au transport aérien, a non seulement fait état hier dans son dernier rapport du mécontentement croissant du public à propos de la qualité des services d'Air Canada, mais il y est allé de ses propres récriminations contre le plus important transporteur aérien au pays.

M. Hood, nommé à ce poste dès la création du Bureau du commissaire en juillet 2000, a en effet raconté un voyage récent qu'il a fait dans le cadre de son travail et qui l'a conduit d'Ottawa à Genève, en Suisse, et de Genève à Whitehorse, au Yukon. En tout, le commissaire

a dû prendre huit vols, soit quatre avec la compagnie Lufthansa et quatre avec Air Canada. « En un mot, a-t-il dit, le service de Lufthansa était merveilleux. Les vols étaient à temps et les employés très attentionnés avec tous les passagers, tant à l'enregistrement qu'à bord des avions.

« Pour ce qui est d'Air Canada, a-t-il enchaîné, j'ai eu droit à une attente de 40 minutes au téléphone un dimanche matin dans ma chambre d'hôtel à Whitehorse avant que quelqu'un me réponde. Je suis un voyageur aguerri et je puis vous assurer que l'enregistrement à Vancouver laissait beaucoup à désirer. »

Le commissaire a déposé hier au

Parlement son second rapport couvrant la période précise du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2001. Il rapporte que les plaintes des utilisateurs des transports aériens au Canada ont sensiblement augmenté ces derniers temps, surtout après l'acquisition par Air Canada des Lignes aériennes Canadien. Le public, a estimé Bruce Hood, aurait pu s'attendre après cette fusion à une amélioration de la qualité des services. Ce fut le contraire. « Le nombre de plaintes a augmenté de 33 % et le nombre de questions qu'elles ont soulevées de 29 % », a-t-il affirmé. Il y a un an, lorsque

Voir AIR CANADA en A2

### AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Actuel	cahier B	Le bridge	E6
Arts et Spectacles		Le monde	A10, A14
	cahier C	Loteries	A2, A10
- cinéma	C1-C2	Montréal Plus	cahier E
- horaire télévision	C4	Mots croisés	B6, S10
Bandes dessinées	B6	Mot mystère	B6
Décès	E7	Petites annonces	
Éditorial	A12	- immobilier	E4, E5
Étes-vous observateur	E6	- marchandises	E5
Feuilleton	B4	- emplois	E5
Forum	A13	- automobile	E5, E6
Horoscope	E5	- affaires	D2

### MÉTÉO

Pluie  
Maximum 5, minimum 1



6 21924 98765 1

## Ça Presse

LES PETITES ANNONCES  
987 - VENDU

## 1 > DEMAIN DANS LA PRESSE



### Terrorisme: le réseau Montréal

Pendant des années, Montréal a été le cœur d'un réseau terroriste international, lié à Oussama ben Laden. Les dernières accusations viennent de tomber. Notre journaliste André Noël a recueilli une masse de témoignages et de documents. Pour la première fois, *La Presse* vous raconte l'histoire du début à la fin. Une passionnante enquête.

À lire demain dans le cahier Plus.

## 2 > AUJOURD'HUI SUR CYBERPRESSE

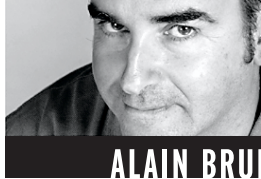


> Tout sur la conférence de Bonn [cyberpresse.ca/Bonn](http://cyberpresse.ca/Bonn)

> La façon Web se de trouver un emploi [cyberpresse.ca/emploi](http://cyberpresse.ca/emploi)

> Toutes nos caricatures [cyberpresse.ca/caricatures](http://cyberpresse.ca/caricatures)

## 3 > À VENIR CETTE SEMAINE



ALAIN BRUNET

### > Branford Marsalis

Interview avec le saxophoniste qui revient à Montréal, demain dans le cahier Arts et Spectacles.



SONIA SARFATI

### > Le Seigneur des Anneaux

Huit pages sur les personnages de cette saga, demain dans *Voilà!*



SIMON DROIN

### > Ski alpin

La Coupe du monde de ski féminin à Lake Louise, demain dans le cahier Sports.

## POUR NOUS JOINDRE

La Presse / cyberpresse.ca, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (OC) H2Y 1K9



	TÉLÉPHONE	TÉLÉCOPIEUR	COURRIEL	HEURES D'OUVERTURE
<b>RÉDACTION</b>		(514) 285-6808	redaction@lapresse.ca commentaires@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 15 à minuit Sam: 10h à minuit Dim: 10h à minuit
Actuel	(514) 285-7070	(514) 285-6808	actuel@lapresse.ca	
Arts et Spectacles		(514) 285-4814	arts@lapresse.ca	
Économie		(514) 285-4809	economie@lapresse.ca	
Montréal Plus		(514) 285-6808	montrealplus@lapresse.ca	
Sports		(514) 350-4854	sports@lapresse.ca	
Éditorial, Forum	(514) 285-7027	(514) 285-4816	forum@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>CYBERPRESSE</b>	(514) 285-7070	(514) 285-7123	commentaires@cyberpresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h à 2 h Samedi et dimanche: 7 h à 2 h
<b>ABONNEMENT</b>	(514) 285-6911 / 1-800-361-7453	(514) 285-7039	abonnement@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 6 h 30 à 17 h 30 Sam: 7 h à midi / Dim: 7 h à 11 h
<b>PETITES ANNONCES</b>	(514) 987-8363 / 1-866-987-8363	(514) 848-6287	petitesannonces@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 00 à 17 h 30
<b>PAGES ANNIVERSAIRES / ARCHIVES PHOTO</b>	(514) 285-7364	(514) 285-6988	archives@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 9 h à 17 h
<b>PUBLICITÉ</b>				
Décès et remerciements	(514) 285-6816	(514) 350-4875	deces@lapresse.ca	Lundi au jeudi: 8 h 30 à 21 h Vendredi: 8 h 30 à 20 h 30 Samedi et dimanche: 14 h à 18 h
Carrières et professions	(514) 285-7320	(514) 499-2053	carrieres@lapresse.ca	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
National et voilà!	(514) 285-7306	(514) 845-8129	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30
Vente au détail	(514) 285-6931	(514) 845-5830	-	Lundi au vendredi: 8 h 30 à 17 h 30

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. Envois de publication canadienne Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518

## LOTERIES

### LA QUOTIDIENNE

À trois chiffres: 7-0-1

À quatre chiffres: 5-5-5-8

# SUITES DE LA UNE

## BOMBE

Suite de la page A1

des centaines de juifs hassidiques, facilement reconnaissables en raison d'un habillement et d'une coiffure caractéristiques. Mohamed a aussi suggéré de faire sauter la bombe dans la rue Sainte-Catherine, parce qu'elle est très fréquentée.

La déclaration sous serment du FBI fait partie d'un lot de documents gardés jusqu'à hier sous scellé et concernant Mohamed. Celui-ci a été condamné à la prison aux États-Unis cet été. La justice américaine l'a jugé coupable, par contumace, d'avoir aidé Ressay à préparer un attentat à l'aéroport international de Los Angeles pendant les célébrations de l'an 2000. Après réflexion, Ressay a préféré cette cible à celle d'Outremont ou de Montréal.

Mais il a été arrêté le 14 décembre 1999 à la frontière américaine, en provenance de Colombie-Britannique. Il conduisait une Chrysler remplie de 60 kg d'explosifs. Reconnu coupable de nombreux crimes reliés au terrorisme en avril dernier, il est passible de 130 ans de réclusion. Il a décidé de collaborer avec la justice et la police américaines pour alléger sa sentence.

L'été dernier, il a témoigné au procès d'un autre complice, Mokhtar Haouari, à New

York. Il a dénoncé Samir Aït Mohamed à cette occasion, ainsi qu'au cours d'une douzaine d'interrogatoires avec des agents du FBI. Les trois hommes habitaient Montréal en 1999.

Ressay avait utilisé un passeport canadien sous une fausse identité pour franchir la frontière américaine. Dans sa déclaration sous serment, l'agent spécial du FBI Fred Humphries affirme que Samir Aït Mohamed avait un contact au sein du Bureau des passeports du Canada.

« Ahmed Ressay a sollicité l'aide de Samir Aït Mohamed pour obtenir de véritables passeports canadiens auprès d'un individu travaillant au Bureau des passeports », précise M. Humphries dans sa déclaration sous serment déposée en juillet à Immigration Canada.

« Ces passeports devaient être utilisés par une équipe de terroristes qui voulaient entrer aux États-Unis avec ces passeports afin de perpétrer des attentats terroristes aux États-Unis. » La déclaration ne précise pas si ces projets ont été menés à terme. L'information a été transmise à la GRC.

Mohamed est arrivé au Québec en autobus en 1997, en passant par les États-Unis où il

avait utilisé un faux passeport belge. Une fois ici, il a rempli une demande d'asile politique en prétendant qu'il avait peur d'être persécuté en Algérie. Il a d'abord vécu au YMCA du centre-ville de Montréal, puis dans un appartement de la rue Milton. Sa demande de statut de réfugié a été rejetée en 1998 et une ordonnance d'expulsion a été rendue. Il a contesté ce refus à la Cour fédérale qui, en octobre 1999, a ordonné une nouvelle audience.

Lorsque le témoignage de Ressay est devenu public, en juillet dernier, Mohamed a tenté de fuir le Canada. Assez stupidement, il a tenté de s'infiltrer... aux États-Unis. Il a été arrêté au poste frontière de Blaine, dans l'État de Washington, et remis aux agents d'Immigration Canada.

Dans la déclaration accompagnant la demande d'extradition, le FBI affirme: « Vers le printemps de 1999, Ressay a demandé à Mohamed, et Mohamed a accepté, de procurer à Ressay deux grenades et une mitrailleuse munie d'un silencieux. Par la suite, Ressay a demandé à Mohamed, et Mohamed a accepté, de fournir à Ressay trois mitraillettes munies de silencieux et de nouveaux chargeurs. »

Mohamed a remis un pistolet volé Heckler et Koch 9mm à Ressay. Cette arme a été découverte par la GRC, sous une cuisinière, dans l'appartement de Ressay, rue du Fort au centre-ville de Montréal, après l'arrestation de ce dernier aux États-Unis.

Le FBI allègue par ailleurs que Ressay, 34 ans, et Mohamed, 32 ans, ont essayé d'acheter un ordinateur portable à Montréal, en 1999, pour l'envoyer à Abou Zoubeida, bras droit d'Oussama ben Laden. Abou Zoubeida a longtemps été chargé de l'accueil des moudjahidines à Peshawar, au Pakistan, et a dirigé le camp d'entraînement terroriste de Khalden, en Afghanistan. Il figure sur la liste des terroristes les plus recherchés publiée par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Par ailleurs, un membre du même réseau qu'Ahmed Ressay, Abdallah Ouzghar, 37 ans, saura aujourd'hui s'il peut être libéré contre caution à Toronto. Ouzghar conteste une demande d'extradition déposée par la justice française, qui l'a condamné par contumace à cinq ans de réclusion criminelle pour participation à une association de malfaiteurs. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre lui en août 2000, mais c'est seulement en octobre dernier que la GRC l'a arrêté à son domicile de Hamilton, en Ontario.

## KANDAHAR

Suite de la page A1

du ministère de la Défense.

Les talibans ont reconnu que les bombardements depuis le 7 octobre ont sérieusement entamé la capacité de la milice à opérer et fait état de très nombreuses victimes dans leurs rangs.

L'ancien ambassadeur des talibans au Pakistan, le mollah Abdul Salam Zaeef, a reconnu que « le bilan des victimes est lourd », que « les martyrs sont innombrables ». Kandahar est dorénavant isolée du reste du pays avec au nord-est les combattants de l'Alliance du Nord

qui tiennent Kaboul, au nord-ouest les forces du chef Ismail Khan qui contrôlent Herat et, plus au sud, un déploiement de Marines américains.

Selon un porte-parole du Pentagone, le contre-amiral John Stufflebeem, aucune concentration de forces antitalibans n'a toutefois été signalée aux abords immédiats de Kandahar jusqu'à présent.

À en croire des responsables locaux et des témoins, les talibans sont prêts à se battre pour défendre leur ville et la mort de centaines de

talibans étrangers — pakistanais, arabes et tchétchènes — dans le nord du pays ne semble pas les avoir découragés.

Les troupes d'élite américaines qui se sont installées en plein désert à une centaine de kilomètres de Kandahar ont pour mission de couper toute retraite vers les provinces du nord du Pakistan aux talibans ou aux membres du réseau Al-Qaeda. Elles doivent aussi aider à la traque d'Oussama ben Laden.

Des navires de guerre américains ont mis en place une opération

d'interdiction maritime dans la mer d'Oman afin d'empêcher la fuite par la mer de terroristes du réseau Al-Qaeda venant de l'Afghanistan, a par ailleurs indiqué hier un responsable de la Défense.

Un soldat américain est mort hier des suites d'un tir en Ouzbékistan, où sont stationnés un millier d'hommes depuis plusieurs semaines, selon des responsables américains. Ils ont précisé que sa mort n'était pas consécutive à une action ennemie et faisait l'objet d'une enquête. Aucun autre détail n'a été

communiqué, y compris l'identité du militaire.

En dépit des circonstances, le mollah Zaeef a écarté l'usage par les talibans ou Al-Qaeda d'armes non conventionnelles dont des experts aux États-Unis affirment que ces organisations ont cherché à se doter. « Ni Oussama ni les talibans n'ont d'armes nucléaires. Si nous en avions eu, nous n'aurions pas attendu pour les utiliser contre les ennemis qui ont causé une telle destruction de masse contre notre peuple », a déclaré le mollah.

## AIR CANADA

Suite de la page A1

M. Hood a accepté le nouveau poste créé par le ministère des Transports dans la foulée de la nouvelle loi sur le transport aérien, il croyait ne recevoir que quelques centaines de plaintes. « Nul ne fut plus surpris que moi de recevoir 3000 plaintes écrites » qui abordaient 8000 points différents. Les plaintes les plus fréquentes ont porté sur la qualité des services, en particulier sur « l'insolence du personnel », les problèmes d'horaires de vol, la perte de bagages ou leur

livraison tardive.

Parmi les nombreuses recommandations soumises hier par le commissaire au ministre des Transports, David Collenette, la plus importante est celle qui presse les transporteurs canadiens réguliers de rendre publics volontairement des rapports mensuels sur leur rendement en matière de prestation de services, c'est-à-dire, comme cela se fait aux États-Unis, des statistiques détaillées de chaque transporteur sur les départs et

arrivées effectués à l'heure, les cas de changement et d'annulation de vols et le nombre et la nature des plaintes qu'ils ont reçues des consommateurs. M. Hood suggère, si les transporteurs hésitent à divulguer volontairement ces informations, que le gouvernement les y contraigne par une loi. Le ministre des Transports, David Collenette, a promis hier qu'il tiendrait compte des recommandations du commissaire.

# La moitié des Américains jugés à risque ont testé leur séropositivité

d'après Associated Press

ATLANTA — Moins de la moitié seulement des Américains présentant un haut risque de séropositivité ont passé des tests HIV, laissant craindre aux autorités américaines que la proportion de séropositifs pourrait être plus importante que celle estimée par les experts de la santé, selon une étude des centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) publiée hier.

Ainsi, seuls 54 % des Américains jugeant avoir couru moyennement ou très fortement un risque avouent avoir subi des tests afin de statuer sur leur séropositivité, affirment les CDC dans leur étude. En outre, ils sont moins de 25 % à les avoir passés l'an dernier.

L'étude a été conduite en 1999

auprès de 30 000 personnes, à qui il a été demandé d'évaluer leur risque de contamination si toutefois elles avaient consommé des stupéfiants, eu des relations sexuelles en échange d'argent, de drogues ou avec des personnes jugées à risque, voire changé de partenaires sexuels à plusieurs reprises.

Si elle révèle qu'une partie de la population américaine séropositive ne se rend pas compte de son état et propage par conséquent la maladie sans le vouloir, l'étude montre également du doigt le manque d'accès aux centres médicaux pratiquant les tests HIV ainsi que le manque de confidentialité des résultats.

Parrallèlement, l'étude démontre que la population noire semble recourir aux tests beaucoup plus que les Blancs. Ainsi 70 % des Noirs

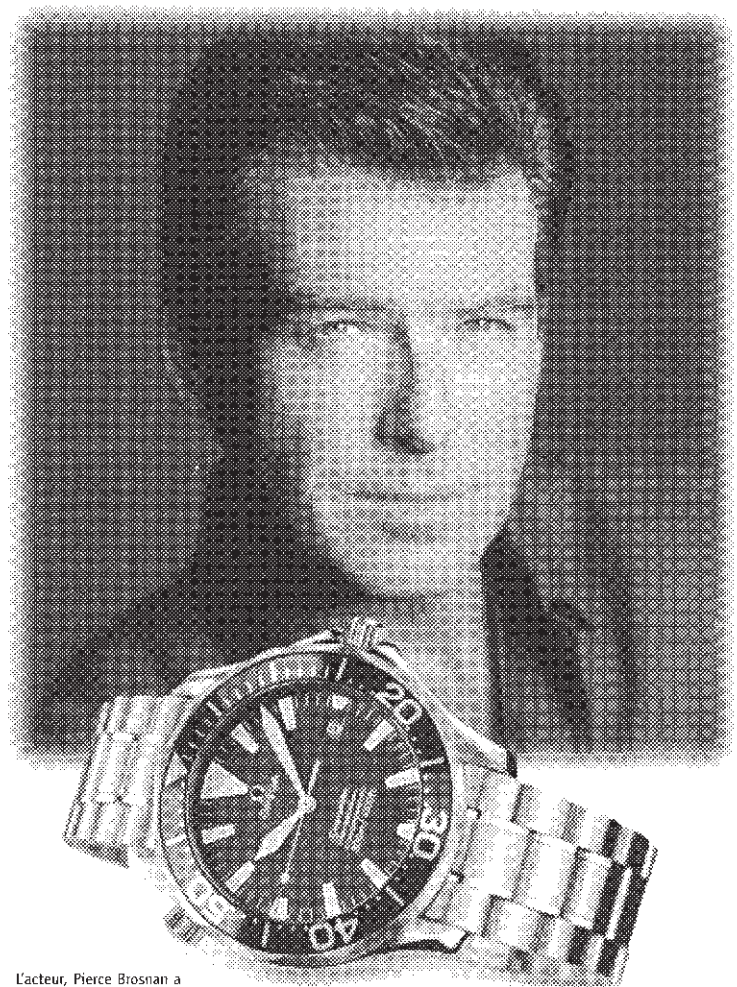
présentant un haut risque affirment avoir passé un test contre 63 % des Hispaniques et seulement 50 % des Blancs.

Leurs motivations sont également différentes: les Noirs ont recours aux tests par simple préoccupation, les Hispaniques sur demande de leur docteur ou de leur partenaire et les Blancs le font pour leur travail, leur assurance, une intervention chirurgicale ou dans le cadre du service militaire.

Au total, la population noire et hispanique représente plus de la moitié des 775 000 cas de sida déclarés aux États-Unis depuis le début de la pandémie il y a 20 ans.

Mercredi, le rapport annuel de l'ONUSIDA (« Le point sur l'épidémie de sida 2001 ») révélait qu'à la fin 2001, 40 millions de personnes vivent avec le VIH dans le monde.

## Le choix de Pierce Brosnan



L'acteur, Pierce Brosnan a choisi la Seamaster Professional



www.omegawatches.com



CHÂTEAU D'IVOIRE

Depuis 1978

2020 rue de la Montagne, Montréal • (514)845-4651

# ACTUALITÉS

## Pour une circulation plus aisée à la frontière

Landry et Pataki annoncent leur intention d'entreprendre d'importants travaux à Lacolle

MARTIN PELCHAT

NEW YORK — En plus de plaider d'une même voix pour la création d'un périmètre de sécurité nord-américain, Bernard Landry et le gouverneur de l'État de New York, George Pataki, ont annoncé hier leur intention d'entreprendre sous peu d'importants travaux d'infrastructures à la frontière afin d'améliorer une fluidité de la circulation lourdement mise à mal par la peur du terrorisme.

Les deux hommes, qui espèrent obtenir à cette fin l'appui de leurs gouvernements fédéraux respectifs, entendent collaborer au réaménagement du poste frontière Lacolle-Champlain — où transitent 45 % des camions circulant entre le Québec et les États-Unis —, à l'harmonisation de la signalisation et au développement de systèmes informatisés de vérification et de gestion de la circulation. Deux ministres du gouvernement Landry, Guy Chevrette et Serge Ménard, rencontreront en outre leurs vis-à-vis new-yorkais, le commissaire au Transport, de l'État, Joseph Boardman et le directeur de l'Office de la sécurité publique, James Kallstrom, afin de traiter de fluidité et de sécurité.

Ces questions seront aussi soulevées le printemps prochain à l'occasion d'un sommet économique qui réunira, une journée à Plattsburgh et l'autre à Saint-Jean-sur-Richelieu, des centaines de gens d'affaires québécois et new-yorkais. L'État de New York, a rappelé lors d'un point de presse M. Landry, est le premier partenaire commercial international du Québec. Les échanges commerciaux entre des deux côtés de la frontière totalisent 14 milliards. Le Québec exporte autant à New York que dans toute l'Europe de l'Ouest. Québec et l'État de New York viennent en outre de conclure une entente qui va au-delà de l'accord de libre-échange en ouvrant réciproquement leurs marchés publics. Les entreprises du Québec ont désor-



M. Landry était accompagné par Dina Hanna, une employée du bureau du maire Rudolph Giuliani qui a elle-même assisté à l'effondrement des deux tours du World Trade Center.

mais accès à un marché de 13,5 milliards en contrats de biens et services de plus de 5000 \$.

### Un périmètre de sécurité

Bernard Landry estime cependant que la principale solution au « bris de confiance » hérité des attentats du 11 septembre repose sur un périmètre de sécurité qu'il verrait même s'inspirer des accords de Schengen, qui abolissent les contrôles douaniers entre les pays de l'Union européenne. « Les Européens ont l'espace de Schengen, par exemple, où toutes les problématiques techniques sont pratiquement résolues, dit-il. L'espace de Schengen, qu'il ne faut pas copier intégralement mais qui est un bon exemple, pourrait nous servir d'inspiration. »

M. Pataki a pour sa part référé à

la « zone de confort » évoquée par l'ambassadeur américain à Ottawa, Paul Cellucci, qui pourrait affranchir les camionneurs québécois des inspections aux frontières. « Si nous avons cette zone de confort qui couvrirait tout le Canada et les États-Unis, alors nous pourrions faire les mêmes choses entre le Québec et New York, l'Ontario et New York, et tout le Canada et les États-Unis », dit-il.

« Si les personnes sont bien contrôlées autour des États-Unis et du Canada à l'entrée, c'est moins nécessaire de s'acharner sur chaque camion qui passe du Québec à l'État de New York, illustre de son côté Bernard Landry. Les contrôles actuels ne sont pas à leur niveau idéal et l'ambassadeur Cellucci parle d'une zone de confort. Il faut que tout le monde se sente recon-

forté. Et pour se sentir reconforté, il faut avoir des standards communs et des techniques communes et il y a des technologies électroniques très avancées maintenant qui pourraient être utilisées. »

### À Ground Zero

Avant de rencontrer M. Pataki, M. Landry s'est rendu en matinée à Ground Zero, où il a pu prendre la mesure de l'impact dévastateur des attentats du 11 septembre contre le World Trade Center. Sur la plateforme où plusieurs familles des 3380 morts viennent encore pleurer quotidiennement les leurs — on estime à 959 le nombre de cadavres toujours prisonniers des débris —, M. Landry était accompagné par Dina Hanna, une employée du bureau du maire Rudolph Giuliani qui a elle-même assisté à l'effondrement des tours jumelles.

Depuis le 11 septembre, pas moins d'une cinquantaine de chefs d'État et autres personnalités ont précédé M. Landry devant ces ruines encore fumantes où s'agitent une centaine de travailleurs de la construction et 75 policiers et pompiers. Les travaux de nettoyage devraient durer encore de neuf mois à un an.

« Cet endroit est maintenant un lieu de mémoire de l'humanité et pour toujours, a dit M. Landry. Pour des siècles et des siècles à venir, ce qui s'est passé ici marquera la conscience humaine. Il faut espérer, et il est sûr que cela marquera l'humanité dans le sens du culte de la paix, de l'harmonie, de la discussion plutôt que de la confrontation. Des choses les plus atroces peuvent découler des choses positives et c'est ce qu'il faut espérer devant ce triste spectacle. »

La visite avait une connotation spéciale pour un des gardes du corps du premier ministre, René Lafrenière, qui était près du WTC lors des attentats, puisqu'il préparait la visite prévue pour le lendemain de Landry. Ce dernier allait inaugurer le 12 la Saison du Québec à New York, à laquelle devaient participer 130 Québécois. M. Lafrenière a dû participer à leur évacuation puisque l'événement devait avoir lieu au Winter Garden, juste devant les tours. « À l'endroit où le premier ministre devait aller, c'est détruit, disait M. Lafrenière. Il ne reste plus rien. Il faut penser que s'il avait été là au moment où l'événement est arrivé, il serait peut-être décédé. »

Bernard Landry a par ailleurs rencontré brièvement hier après-midi le maire Giuliani. Il comptait discuter avec lui d'une façon de « recréer cette atmosphère d'amitié Québec-New York » qui était au centre des objectifs de la Saison. Les deux tiers des activités prévues ont été annulés et le Québec y a perdu une bonne partie de son budget de 15 millions. Une prise 2 ? « On y réfléchit, mais pas dans un avenir immédiat », a répondu M. Landry.

## Mamours canadiens à la Grosse Pomme

ANDRÉ DUCHESNE

**En train, en avion, en voiture ou en autobus, plusieurs sont déjà partis, de Montréal, d'Ottawa, de Toronto. D'autres, par centaines, se mettront en route au cours des prochaines heures ou encore demain matin.**

Destination : New York. But : faire de gros mamours canadiens à la Grosse Pomme qui en a bien besoin depuis les événements du 11 septembre.

Lancé à la fois à Montréal et à Toronto, le week-end « Le Canada aime New York » amènera autour de 3000 Canadiens, selon les plus récentes estimations, dans la métropole américaine.

Le point culminant de cette fin de semaine de solidarité aura lieu demain après-midi alors que les visiteurs convergeront au Roseland Ballroom pour un rallye en présence du maire Rudolph Giuliani.

Effort promotionnel oblige, le maire de New York a d'ailleurs déclaré le 1<sup>er</sup> décembre « Journée Le Canada aime New York ».

Pourquoi tant d'efforts ? Pourquoi un tel déploiement précisément à la suite de cette tragédie ? « Parce qu'on n'a jamais vu une attaque d'une telle gravité, à seulement 500 kilomètres de chez nous », répond Jack Jedwab, directeur général de l'Association d'étu-

des canadiennes, organisme de recherche et de promotion de la culture canadienne.

Même s'il n'aime pas l'étiquette, l'homme est un peu l'initiateur du projet pour Montréal. « J'ai de la famille, des amis à New York et j'ai été très affecté par les événements du 11 septembre. J'ai été particulièrement perturbé d'entendre une minorité de gens déclarer que c'était bien fait pour les États-Unis. J'ai voulu faire quelque chose qui allait au-delà de la simple publication d'une lettre dans les journaux », déclare ce dernier qui fut aussi directeur général de la section Québec du Congrès juif canadien.

Avec des amis, M. Jedwab a couché sur papier les premiers éléments d'un projet baptisé « Mission Montréal-New York » auquel des entreprises, des gens d'affaires, des politiciens et autres personnalités se sont associés. Une campagne de promotion invitant les Montréalais à se rendre nombreux cette fin de semaine à New York s'amorçait.

Or, en même temps, à Toronto s'articulait le projet « Canada Loves New York » sous la direction du sénateur ontarien Jerry Grafstein. Ce dernier désirait répondre à l'appel du maire Giuliani qui avait déclaré que la meilleure façon d'aider New York était de visiter la métropole. La logique voulait que les deux initiatives se fondent en une seule. Ce qui fut fait.

La réponse à cet appel ne s'est pas fait attendre. Des transporteurs et des hôteliers ont offert des for-

faits. « Nos vols du week-end vers New York sont pratiquement complets, observe Nicole Couture-Simard, porte-parole d'Air Canada qui offrait un aller-retour à 179 \$. Nous voulions appuyer l'initiative et souligner le fait que nos liaisons avec New York existent depuis plus de 50 ans et qu'elles sont très importantes pour nous. » Au total, 1500 personnes se sont prévaluées de cette offre.

### Petit-déjeuner et service oecuménique

À partir de leur fusion, les deux organisations ont travaillé main dans la main. Le président de Bombardier, Laurent Beaudoin, et la sénatrice Céline Hervieux-Payette ont donné leur appui. D'autres personnalités ont également soutenu la cause et seront de la délégation officielle en fin de semaine.

Tout en soutenant l'initiative torontoise, les Montréalais ont tenu à maintenir les événements qu'ils avaient au préalable planifiés. C'est ainsi que des membres des communautés d'affaires, culturelles et politiques de New York et de Montréal se rencontreront demain matin pour un petit-déjeuner au restaurant Giovanni's Atrium. Suivra une cérémonie oecuménique à midi à Battery Park City présidée par le cardinal Jean-Claude Turcotte, par l'évêque Andrew Hutchison du diocèse anglican de Montréal et par le rabbin Alan Nadler, dirigeant de la synagogue Shaar Hashomayim.

« Nous voulons non seulement



Les peintres d'Air Canada Michel Truchon (à gauche) et François McElligott appliquent les drapeaux canadien et américain sur un Airbus A320 de la société dans un hangar de Montréal. Soixante-douze appareils A319 et A320 d'Air Canada seront ainsi ornés des deux drapeaux en signe d'appui et de solidarité envers les États-Unis.

réaffirmer nos liens de solidarité avec New York, mais les renforcer. Il y a plein de choses que les deux communautés peuvent faire ensemble. Les New-Yorkais disent avoir besoin de nous, mais nous aussi, avons besoin d'eux », martèle Jack Jedwab.

L'an dernier, environ 920 000 Canadiens se sont rendus à New York, selon les statistiques du New York City Visitor Information Center. Parmi les visiteurs étrangers, ils

arrivent au deuxième rang, derrière les Britanniques. De plus, environ 600 000 Canadiens, dont 160 000 de langue française, demeurent dans la région de la métropole américaine.

« Selon moi, New York est notre plus importante voisine. Nous avons grandi avec les images de cette ville passant à la télé. Avant l'arrivée des Expos, l'équipe préférée de plusieurs, c'étaient les Yankees », lance M. Jedwab.

## Coussins gonflables: la SQ court-circuite la SAAQ

ANDRÉ DUCHESNE

UNE PERQUISITION menée mercredi soir par la Sûreté du Québec chez Coussins gonflables Demers a empêché la Société de l'assurance automobile d'obtenir dans un délai de 24 heures la liste des clients dont le véhicule a été doté d'un coussin gonflable reconstruit avec de la poudre à canon.

« Le travail de la SQ est complètement différent du nôtre. Les policiers mènent une enquête criminelle alors que nous agissons au plan civil. Ils n'ont pas sabordé notre travail. Il n'est reporté que de quelques jours », s'est défendu

Claude Gélinas, directeur des services juridiques de la SAAQ au cours d'une conférence de presse hier.

Mercredi, la Cour supérieure avait ordonné à l'entreprise de Sainte-Foy de fournir dans les 24 heures la liste de ses clients qui auraient reçu un coussin reconstruit dont le produit d'ignition constitue, selon la SAAQ, un danger de blessures pour les passagers. On estime que 10 000 voitures, dont la moitié au Québec, pourraient être dotées de ce type de coussin dans tout le pays.

Or, hier matin, la SAAQ apprendait que la SQ avait saisi des documents chez Coussins gonflables Demers et National sacs gonflables,

deux compagnies appartenant à la même personne, Stéphane Demers.

« La Sûreté a saisi des documents des deux entreprises. Pour avoir accès à ceux-ci, la Société déposera aujourd'hui même une requête auprès d'un juge de la Cour du Québec », a indiqué la SAAQ dans un communiqué.

La société ajoute qu'en conséquence, elle ne pourra obtenir les documents convoités dans les 24 heures et ainsi retracer les propriétaires. M. Gélinas a estimé que ces documents seraient en sa possession mardi.

Hier, en toute fin d'après-midi, personne ne répondait au bureau des relations publiques de la Sû-

reté du Québec pour la région de la capitale.

La SAAQ a souligné que le rappel des coussins gonflables défectueux est déjà amorcé. Aux reportages diffusés dans les médias s'est ajoutée la publication d'avis publics. « De nombreux propriétaires se sont déjà rendus chez des concessionnaires autorisés pour faire vérifier ou remplacer leurs coussins gonflables », assure-t-on.

Tous les propriétaires de véhicules qui ont fait remplacer un coussin gonflable à la suite d'un accident ou qui ont acheté un véhicule d'occasion depuis 1998 sont invités à aller le faire vérifier chez un concessionnaire. Les frais de vérifica-

tion sont à la charge des propriétaires, ainsi que les frais d'installation d'un nouveau coussin. Par contre, l'injonction de la cour stipule que les coûts de remplacement devront être assumés par l'entrepreneur fautif. La question est de savoir si ce dernier est solvable.

Certaines compagnies d'assurances qui avaient autorisé le remplacement de coussins détruits par des coussins reconstruits ont déjà indiqué qu'elles assumeraient les coûts de remplacement. C'est notamment le cas de l'Union canadienne, dont environ 200 clients sont concernés par cette situation.

# LA GUERRE AU TERRORISME

## C'est pas moi, c'est l'interprète!

### ACCORD

Suite de la page A1

groupes ethniques de l'Afghanistan.

Il ne s'agirait pas pour autant d'un retour à la royauté, a assuré Mostapha Zaher, petit-fils de l'ancien roi et membre de la délégation de Rome. La famille royale en exil, qui n'a pas mis les pieds en Afghanistan depuis des décennies et qui risque de trouver le retour au pays difficile, n'a rien à faire d'un retour au pouvoir. « Il ne s'agit pas d'une affaire de famille, mais de tirer les Afghans d'un long cauchemar, a-t-il dit. Nous avons une opportunité en or, après 22 ans de souffrance, de destruction et de tueries, de bâtir les fondations d'un nouvel Afghanistan. »

Même l'Alliance du Nord, qui contrôle désormais les trois quarts de l'Afghanistan, fait l'éloge de l'ancien monarque pachoune. Le chef de la délégation, Younès Qanooni, a admis qu'il « pouvait jouer un rôle important pour garantir l'unité nationale et politique du pays ». Il a aussi assuré que sa coalition n'insisterait pas pour faire de l'ancien président Burhanuddin Rabbani le prochain chef du gouvernement.

Autre compromis important survenu hier, l'Alliance du Nord a changé son fusil d'épaule sur la question du déploiement d'une force internationale en Afghanistan. M. Qanooni a assuré que dans le cadre d'un plan de paix global, sa coalition ne s'opposerait pas à l'envoi de troupes étrangères pour assurer la sécurité du pays.

Mais Ahmad Fawzi a voulu freiner tout excès d'optimisme en insistant sur le fait que rien n'était encore conclu et que la situation restait fragile. « Les parties sont sur le point de s'éloigner de l'abîme. Il leur a fallu 22 ans pour monter la pente. Il suffit d'une petite erreur pour qu'ils glissent à nouveau dans l'abîme, ou d'un geste courageux et définitif pour ouvrir la voie à une reconstruction de l'Afghanistan. »

C'est le moment où jamais d'agir, a conclu M. Fawzi. « Si (la communauté internationale) n'avait pas tourné le dos à l'Afghanistan il y a 10 ans, on ne serait pas ici aujourd'hui. Mais nous y sommes. Les problèmes de l'Afghanistan n'ont jamais eu autant d'attention et n'en auront jamais plus autant. Si nous ne saisissons pas cette chance, ce sera une très grave erreur. »

### Reprise des combats de coqs et de cailles à Kaboul

FRANÇOIS-XAVIER HARISPE  
Agence France-Presse

KABOUL — Interdits pendant toute la période talibane, les combats de coqs et de cailles, qui passionnent les hommes et font l'objet de paris, ont repris il y a 15 jours à Kaboul, dès la « libération » de la ville par les combattants de l'Alliance du Nord.

Dans le vieux marché au son de Kah Froshi, se tient la principale bourse aux oiseaux de Kaboul. Une vraie passion, traditionnelle pour les Afghans. Ils n'hésitent pas à sacrifier le prix de quatre poulets pour s'acheter un serin et sa petite cage ouvragée, pour environ 20 \$.

On y trouve aussi des cailles, des perdrix, des pigeons blanc et roux, des moineaux, gris, mais surtout des canaris avec toutes leurs nuances de jaune.

Au milieu des cages, jeunes et vieux s'échangent des pigeons.

Quelques petits commerçants mal réveillés en ce matin frisquet partent, baluchon sur le dos, vendre gamelles et bassines en plastique dissimulées dans un recoin pendant la nuit.

Dans la cour, quelques tabourets et bidons de fer blanc délimitent l'arène des combats de coq.

Au premier étage d'une maison de terre, que l'on atteint par un méchant escalier aux marches irrégulières de terre effritée, une vague moquette recouvre la terre battue de ce qui devait être une salle à manger.

Ouverte à tous vents, la pièce est presque sombre. Quelque 25 barbes blanchâtres émergent de ce qui semble être un amas de couvertures. Ce sont les spectateurs et propriétaires, déjà accroupis au bord de la piste, se défilant de la parole, sortant fébrilement et frileusement leur animal de combat qui tient dans la main.

De ces visages burinés, ridés, édentés, fusent les moqueries.

Du temps des talibans, leur hobby était strictement interdit, comme la plupart des distractions.

Après quelques conciliabules, deux mains fermées contenant chacune une caille d'approche à se toucher, comme pour mieux définir l'ennemi, les petits oiseaux, de la taille d'un poussin, commencent à se chamailler. Pas de risque qu'ils s'envolent par les fenêtres ouvertes, leurs ailes ont été taillées au ciseau.

Après quelques prises de bec, l'un des deux volatiles s'enfuit. C'est la fin du combat. Pas de mise à mort ici. Le fuyard a perdu, pas besoin d'arbitre, le public tranche.



ISABELLE HACHEY  
envoyée spéciale  
À BONN

YOUNÈS QANOONI était flanqué d'un nouvel interprète quand il s'est présenté hier devant les représentants de la presse du monde entier réunis à Bonn. D'entrée de jeu, il a expliqué qu'il avait été bien mal compris la veille, que l'Alliance du Nord ne s'opposait pas au déploiement d'une force internationale de maintien de la paix en Afghanistan.

« Le message que j'ai voulu transmettre a été déformé dans la traduction », a soutenu M. Qanooni, ministre de l'Intérieur et chef de la délégation de l'Alliance du Nord à la conférence de Bonn sur l'avenir de l'Afghanistan. D'où la présence du nouvel interprète, a-t-il ajouté sans rire...

« Une fois que le mécanisme de transition sera établi en Afghanistan, si cela implique ou nécessite la présence d'une force de maintien de la paix internationale, nous ne nous y opposerons pas », a dit M. Qanooni, adoptant ainsi un ton beaucoup plus conciliant que la veille, où il avait balayé l'appel des Nations unies du revers de la main.

M. Qanooni a toutefois répété que « pour le moment, comme l'Afghanistan vit en paix et en sécurité, le déploiement d'une force internationale n'est pas requis ». Selon lui, les forces de l'Alliance, qui ont fait d'énormes avancées mi-



Younès Qanooni, chef de l'Alliance du Nord.

litaires ces dernières semaines, assurent désormais la sécurité dans la majeure partie du pays.

Un avis loin d'être partagé par les organismes humanitaires, dont plusieurs convois de nourriture ont été pillés depuis la chute des talibans. Ni par les voyageurs qui doivent parfois s'aventurer sur des routes transformées en coupe-gorge, comme celle reliant Jalalabad et Kaboul, où quatre journalistes étrangers ont été battus et assassinés.

Les trois autres délégations présentes à Bonn sont en faveur du déploiement de troupes étrangères — plus neutres que celles de l'Alliance du Nord —, composée de Tadjiks, d'Ouzbeks et d'Hazaras. Sans cette force, les Pachoune, qui forment la principale minorité du pays, craignent que le pays ne sombre dans une autre guerre civile.

Les Nations unies considèrent aussi que le déploiement d'une force étrangère est essentiel pour

maintenir la paix en Afghanistan. « Vous ne pouvez avoir une administration qui fonctionne dans un environnement de chaos et d'anarchie, où il y a des fusils partout », a dit le porte-parole de l'ONU, Ahmad Fawzi. Il a toutefois laissé entendre qu'un accord sur la sécurité du pays avait peu de chance d'être conclu à la conférence de Bonn.

Les Nations unies veulent éviter que cette épineuse question bloque l'ensemble des pourparlers, dont le principal objectif est la transition politique en Afghanistan. « Les deux enjeux ne sont pas nécessairement liés en termes de négociations », a dit M. Fawzi. Si nous réussissons à créer une administration transitoire à Kaboul d'ici 24 à 48 heures, cette conférence aura été un succès. »

Que s'est-il donc passé pour que l'Alliance du Nord change ainsi son fusil d'épaule? Déjà, dans la nuit de mercredi à jeudi, le ministre des Affaires étrangères, Abdul-

lah Abdullah, avait contredit M. Qanooni en déclarant à CNN que sa coalition était « flexible » sur la question de l'envoi de troupes étrangères — mais qu'elle préférerait la formation d'une force purement afghane, composée de tous les groupes ethniques du pays.

Haji Ali Mirzaï, un délégué de l'Alliance du Nord, a déclaré à Reuters que la coalition était profondément divisée sur la question. Les Hazaras et les Ouzbeks seraient en faveur d'une force internationale, mais pas les puissants Tadjiks, qui étaient au pouvoir pendant la guerre civile de 1992-1996.

« Les Tadjiks sont maintenant à Kaboul et ils ne veulent pas partager le pouvoir, a déclaré M. Mirzaï, un Hazara, à l'agence de presse. Sans les troupes étrangères, (les autres ethnies) ne se sentiront pas en sécurité et ils ne prendront jamais part au gouvernement. » Hier, M. Qanooni a nié toute division au sein de l'Alliance du Nord.

D'autres délégués pensent que le massacre de centaines de prisonniers de guerre talibans à Mazar-e-Charif, en début de semaine, a convaincu l'Alliance que le pays n'était finalement pas aussi sûr qu'ils le pensaient. Mais les milliards promis par la communauté internationale constituent sans doute un autre argument de taille en faveur du déploiement des troupes étrangères.

Quoi qu'il en soit, M. Qanooni a affirmé que si une force internationale était formée, il serait préférable qu'elle soit composée de troupes provenant de pays islamiques. Et il a quitté la conférence de presse en se croisant les doigts, souhaitant ne plus avoir à changer d'interprète...

# LE PLUS GROS MAGASIN DE HOCKEY AU MONDE VOIT LE JOUR À ST-HUBERT

**Avec son magasin n°7, Sports Gilbert Rousseau devient le champion détaillant de hockey au Canada:**

## INCROYABLE SOLDE N°7

Ces prix de soldes d'ouverture se retrouvent seulement au nouveau MÉGA CENTRE DU HOCKEY SPORTS GILBERT ROUSSEAU situé au 1701 boul. des Promenades, St-Hubert.

<p><b>ÉPAULETTES FLAK</b> FSP500 ADULTE rég.: 229.99 (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>ÉPAULETTES COOPER SPW</b> POUR FEMME rég.: 66.99 (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>ÉPAULETTES COOPER</b> SP600 SR rég.: 59.99 (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>SIFFLETS MÉTAL COOPER</b> WM rég.: 4.99 (maximum 4 par client)</p>
<p><b>ÉPAULETTES CCM</b> M-SP100 SR rég.: 59.99 (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>ÉPAULETTES KOHO</b> SP5000 rég.: 49.99 (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>JAMBIÈRES COOPER</b> SG550 ADULTE rég.: 25.99 (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>BÂTONS ET PALETTES</b> À l'achat de 2 bâtons ou palettes de remplacements ou manches de hockey obtenez 30% de rabais sur le prix régulier (sauf EASTON SYNERGY)</p>
<p><b>JAMBIÈRES COOPER</b> POUR ARBITRE RLG1 rég.: 36.99 (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>COUDE COOPER</b> EP550 ADULTE (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>COUDES CCM</b> M-EP100 rég.: 39.99 (maximum 1paire par client)</p>	<p><b>PANTALONS PRO CCM</b> M-HPNHL rég.: 249.99 (maximum 1paire par client)</p>
<p><b>CHANDAIL DE HOCKEY MONSPORT</b> rég.: 19.99 (maximum 1 par client)</p>	<p><b>30%</b></p>		

**1701 boul. des Promenades, St-Hubert**

HEURES D'OUVERTURE : DU LUNDI AU MERCREDI DE 9H00 À 18H00, JEUDI ET VENDREDI DE 9H00 À 21H00, SAMEDI DE 9H00 À 17H00 ET DIMANCHE DE 11H00 À 17H00.

Ces prix de SOLDES D'OUVERTURE se retrouvent seulement au nouveau MÉGA CENTRE DU HOCKEY SPORTS GILBERT ROUSSEAU situé au 1701 boul. des Promenades, St-Hubert. Tous ces soldes sont en vigueur jusqu'à dimanche le 1er décembre 2001 ou jusqu'à épuisement des stocks. Les spéciaux annoncés dans cette publicité sont des ventes finales d'ancien échange et aucun remboursement. Aucune réservation ou mise de côté ne peuvent être appliqués sur les items annoncés dans cette publicité. Premier arrivé-premier servi. Certaine grandeur ou couleur peuvent manquer.

## YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

## Baseball, culture et droit

MESDAMES et messieurs, rassurez-vous, cette chronique contient le mot « Expos », mais a peu à voir avec le sport.

C'est que trois semaines après la série de textes funéraires sur les Expos de Montréal, une fois le sujet enterré, on nous dit qu'ils pourraient survivre « sous tutelle » une année de plus !

Eux peut-être. Mais nous ? Ils veulent nous achever, ou quoi ? Ils n'ont pas compris ? On les a enterrés !

Il y a tout de même de sacrées limites à ressusciter sous de faux prétextes. Ce n'est plus du sport, c'est de la pure nécrophilie.

Tout ça parce que quelques comiques se sont amusés à obtenir une injonction au Minnesota pour empêcher la dissolution de l'autre équipe « honteuse » du baseball majeur, les Twins.

Dans ces conditions, on ne peut plus procéder au plan d'élimination des Expos. Il faut les deux ou aucune des deux. Et vu l'injonction obtenue à Minneapolis, les génies du baseball majeur, qui se vantent de perdre des millions collectivement chaque année, croient maintenant qu'ils n'auront pas le temps de procéder à l'épuration économique projetée. D'où la possible ressuscitation des Expos.

Une question maintenant. Comment se fait-il que des gens se soient opposés, jusque devant les tribunaux, à la disparition des Twins et pas à celle des Expos ?

Pour deux raisons. Parce que les ex-proprétaires montréalais ont déjà démissionné, ridiculisés qu'ils ont été par Jeffrey Loria. Mais aussi, plus profondément, parce que tout le monde ici (ou presque) a dit bon débarras, écoeuré par l'agonie des

dernières années. Ce qui nous indique que le baseball a un sens culturel aux États-Unis. Et pas ici.

Commençons par la première raison. Dans le cas des Twins, le propriétaire a décidé de mettre la clé sous la porte, découragé des pertes subies. Il apparaît impossible de faire financer un nouveau stade par l'État, les citoyens étant encore sous le choc de la construction du Metrodome en 1982. Ce stade financé par l'État n'a que 19 ans, mais déjà, il ne satisfait plus aux normes actuelles du baseball.

C'est donc la commission des installations sportives de Minneapolis, qui gère le Metrodome, qui a poursuivi les Twins, alléguant notamment un bris de contrat. Et en même temps, pour sauver l'équipe, on se mobilise soudainement pour construire un nouveau stade dès l'an prochain...

Dans le cas des Expos, les ex-proprétaires pourraient avoir intérêt à poursuivre Loria, au moins pour récupérer l'argent perdu : celui-ci touchera une compensation de 150 à 250 millions US pour la dissolution des Expos. Les ex-copropriétaires montréalais ne toucheront rien là-dessus, puisque leurs actions ont été diluées jusqu'à zéro : ils ont refusé d'éponger les pertes de l'équipe cette année.

Loria a donc pris seul le risque financier... et récolte seul les bénéfices de la dissolution. Mais était-ce un risque ? Qui nous dit qu'il n'avait pas négocié ou anticipé une telle conclusion ? Si c'est le cas, on pourrait arguer qu'il n'a pas négocié de bonne foi avec les propriétaires montréalais... et qu'il



leur doit quelque chose. Mais jusqu'ici, pas l'ombre d'une poursuite. Évidemment, poursuivre, c'est risquer de perdre. Et de perdre la face. Nos hommes d'affaires et le Fonds de solidarité de la FTQ veulent surtout que l'on oublie leur déconvenue. On les comprend.

■ ■ ■

MAIS QUAND on voit la façon dont le dossier a évolué au Minnesota, on voit qu'il y a plus que la structure de propriété qui explique la différence de réaction entre Minneapolis et Montréal. On comprend à quel point la « culture » du baseball est profonde là-bas.

Le jugement d'injonction qui oblige les Twins à jouer l'an prochain est un plaidoyer hallucinant pour la survie du baseball. Un authentique cri du coeur d'un juge à peu près inimaginable ici.

L'avocat des Twins a plaidé que dans le contrat liant les Twins à la commission des installations sportives est un bail tout ce qu'il y a d'ordinaire. Et qu'en cas de bris, la solution judiciaire appropriée est une demande de compensation financière. Il a ajouté qu'un juge ne peut forcer une entreprise à exploiter l'équipe contre son gré et à perte.

Mais le juge Harry Crump a conclu qu'« une somme d'argent ne serait pas appropriée pour compenser le bris de contrat des Twins. » Parce que, dit le juge, la relation entre les Twins et la commission « n'en est pas une typique locateur-locataire. Cette relation fournit à l'État, aux citoyens et

aux amateurs de baseball de substantiels bénéfices non monétaires ».

« Le baseball est aussi américain que la dinde et la tarte aux pommes. Le baseball est une tradition qui est relayée de génération en génération. Le baseball traverse les barrières sociales, crée un esprit communautaire et est bien davantage qu'une entreprise privée.

Le juge ajoute que les Twins, qui ont participé aux Séries mondiales en 1987 et 1991, « ont donné au Minnesota des légendes comme Rob Carew, Tony Oliva, Harmon Killebrew, Kent Hrbek and Kirby Puckett ; certaines rues ont été nommées en leur honneur ». Ces joueurs, dit le magistrat, ont amélioré leur communauté et rendu plus agréable la vie des enfants !

« Clairement, il y a plus que l'argent qui est en jeu, a-t-il écrit. Le bien-être, les loisirs, le prestige, la propriété, le commerce des gens de la communauté sont en jeu. (...) Les Twins sont une des rares équipes de sport professionnel en ville qui fournissent un spectacle accessible qu'une famille avec des enfants peut aller voir en savourant un hot-dog et des *peanuts* au stade.

« La commission, l'État, les citoyens et les fans vont subir un dommage irréparable si les Twins ne jouent pas les parties de baseball au Metrodome en 2002 », conclut le juge.

Le jugement n'est pas final. Un appel sera entendu sous peu. Mais oublions le droit un instant : peut-on seulement imaginer pareille tirade dans un jugement montréalais ?

Non, parce qu'à Montréal, le baseball n'a jamais été guère plus qu'un sport.

## Le journaliste Ken Hechtman toujours recherché

PASCALE BRETON

LE SORT de Ken Hechtman, ce journaliste pigiste montréalais enlevé mardi en Afghanistan, demeure nébuleux.

Une information a circulé hier matin, indiquant que le journaliste avait été libéré et qu'il était en route pour le Pakistan, lui qui serait emprisonné à Spin Boldak, si tué tout près de la frontière. Cette information a par la suite été démentie.

« Nous ne savons à peu près rien, mais ce qui est certain c'est que l'information qui a circulé n'est pas vraie. Il y a des discussions avec la famille, Reporters sans frontières et le ministère des Affaires étrangères du Canada pour tenter de voir comment nous pouvons intervenir, mais nous attendons d'en savoir plus », a déclaré Alastair Sutherland, éditeur du *Mirror*, un hebdomadaire dans lequel M. Hechtman a publié quelques textes.

Les représentants du haut-commissariat du Canada au Pakistan sont arrivés hier à Chaman, ville frontalière avec l'Afghanistan. M. Hechtman avait logé dans cette localité, à l'hôtel al-Shams, quelques jours avant sa disparition. C'est également à cet endroit qu'un journaliste du *Guardian*, qui avait côtoyé M. Hechtman, a reçu la carte de l'enlèvement, le prévenant de son enlèvement.

« Nos diplomates continuent de ratisser les informations en parlant à nos contacts, a indiqué Reynald Doiron, porte-parole du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada. Les situations d'enlèvement sont très délicates. »

La discrétion est également de mise chez Reporters sans frontière (RSF). « Demain matin (aujourd'hui), avec toutes les personnes impliquées, nous devons mettre un point final à la gestion des nombreuses informations que nous avons reçues et décider si une équipe de Reporters sans frontière se rendra sur le terrain. Nous jouons la carte de la discrétion, mais, pour le moment, nous n'avons aucune raison de croire que M. Hechtman serait en route vers la frontière du Pakistan, comme cela a été dit », a déclaré François Buggingo, du bureau de Montréal.

Des représentants de RSF doivent également rencontrer aujourd'hui les délégués réunis à la conférence interethnique sur l'avenir de l'Afghanistan, à Bonn, en Allemagne.

Agé de 32 ans, M. Hechtman est un journaliste pigiste qui couvre la guerre en Afghanistan depuis le mois d'octobre. Il envoie régulièrement des textes au *Mirror* et au webzine *Straight Goods*. Selon les informations disponibles, il serait enchaîné dans une petite cellule, mais il est impossible de déterminer pour l'instant s'il se trouve aux mains des talibans ou de bandits.

cyberpresse.ca Un dossier spécial sur le travail des journalistes en Afghanistan

à www.cyberpresse.ca/journalistes

Voir la chronique de Rima Elkouri en page E1

## Déclencher des avalanches pour aider les Afghans

MARC THIBODEAU

Jean-Philippe Bourgeois veillera du haut des montagnes au cours des prochains mois sur les convois alimentaires destinés aux Afghans éprouvés par des années de guerre et de sécheresse.

Le Québécois, âgé de 32 ans, qui vient d'être recruté par le Programme alimentaire mondial à titre de « d'expert en avalanches », devra s'assurer que les milliers de tonnes de nourriture que l'organisme souhaite acheminer à la population avec l'aide de Care Canada et de l'Agence canadienne de développement international parviennent à bon port.

« Notre rôle sera d'éviter que des accumulations de neige trop importantes ne se forment et entraînent des avalanches imprévues pouvant emporter des camions d'aide ou tuer des gens. Une équipe de 25 personnes opérant de la machinerie lourde se chargera de dégager la neige laissée par les avalanches préventives que nous déclencherons pour que les convois puissent passer sans problème », a expliqué hier M.

Bourgeois, que *La Presse* a joint à Islamabad, au Pakistan, où il est bloqué depuis quelques jours par des difficultés logistiques.

Le jeune homme, qui travaillera avec deux autres personnes, dont un compagnon de montagne de longue date, utilisera des charges explosives pour précipiter les avalanches. Celles-ci pourront aussi être déclenchées par des passages en ski.

« Le problème avec cette méthode, c'est que l'avalanche débute souvent au-dessus du skieur plutôt qu'en dessous. Ce n'est pas vraiment le moment de tomber », dit-il.

Concrètement, la tâche du jeune homme signifie qu'il devra passer plusieurs mois en haute montagne, en autonomie quasi complète, dans des conditions météorologiques extrêmes. « Nous dormirons dans nos tentes ou dans des grottes de neige », explique M. Bourgeois, qui disposera d'un téléphone satellite pour communiquer avec l'équipe de soutien.

Le Québécois n'en est pas à ses premières expériences « extrêmes » puisqu'il a multiplié les expéditions au cours des dernières années, particulièrement en montagne. Des expériences qui, juge-t-il, l'ont préparé adéquatement pour ses nouvelles fonctions.

Il a notamment participé il y a quelques an-

nées à une expédition au Pakistan au Latok II, un sommet haut de plus de 7000 mètres, qui lui a permis de se familiariser avec la région.

Le Programme alimentaire mondial n'a d'ailleurs pas réfléchi longtemps avant de lui donner l'emploi, obtenu peu après son retour d'une mission au Tchad avec Médecins sans frontières. « J'étais à la bonne place au bon moment », note M. Bourgeois, qui ne craint pas trop pour sa sécurité en dépit de l'instabilité du pays.

Les conditions météorologiques extrêmes et l'altitude rendront peu probables des rencontres inopportunes. « Je ne m'aventurerais pas en altitude à des températures de -30 ou -40 degrés Celsius sans avoir le matériel approprié », dit-il.

Les parents du Québécois se disaient sereins hier face au nouveau travail de leur fils. « Si on s'inquiétait à chaque fois qu'il se lance dans une nouvelle aventure, on n'en finirait plus. Je suis rassuré par le fait qu'il est toujours en train de parler de l'importance de respecter la montagne », a indiqué Louise Bourgeois.

Le principal intéressé affirme pour sa part qu'il fera preuve de prudence « comme d'habitude ». « Il y a un vieux diction qui dit : « Il y a des vieux montagnards, des montagnards téméraires mais pas de vieux montagnards téméraires. Je l'ai dans la tête », conclut-il.

NOËL MAGIQUE

LE TRENTE ET UN®

LA TUQUE RAYURE EN DOUBLE 10.99  
C'est la tuque péruvienne revue à la moderne avec ses rayures simplifiées en contraste sur fond noir, charbon ou marine. Pure laine, forme à oreilles et cordons pour couper le vent. Taille unique. Rég. 15.00\*

LA CHEMISE VELOURS MILLE-RAIES 29.95  
Une chemise sport en velours de coton côtelé ultrafin qui offre une texture très souple et un grand confort. Poche plaquée solo. Écru, taupe, marine, rouge, curry. P.m.g.tg. Rég. 39.95\* Une valeur Simons incomparable ! Tee-shirt logo chiffre 29.95

LE COL MONTANT INTERLOCK 19.99  
Un essentiel, une valeur Simons exclusive. Pur coton de qualité supérieure pour un confort exceptionnel. Idéal sous les pulls et les chemises. Noir, blanc, olive, bordeaux, gris. P.m.g.tg.tg. Rég. 24.00\*

LE PULL ÉQUIPE 05 BICOLORE 39.95  
Un cadeau exclusif de notre collection pure laine shetland. Le pull encolure V d'inspiration collégiale, tout à fait tendance avec son numéro en couleur accent. Ciel et gris ou marine et rouge. P.m.g.tg.tg.tg. Rég. 65.00\* Chemise 39.95, t-shirt 19.99, jeans 59.95

Le certificat-cadeau Simons... C'est le bon-cadeau qui laisse entièrement carte blanche. D'une valeur de votre choix, disponible à toutes nos caisses.

la maison  
**simons**

QUÉBEC PLACE STE-FOY • GALERIES DE LA CAPITALE • VIEUX-QUÉBEC, MONTRÉAL 977 RUE STE-CATHERINE OUEST, PROMENADES ST-BRUNO, SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE  
HEURES D'AFFAIRES PROLONGÉES POUR LA PÉRIODE DES FÊTES, DU 3 AU 23 DÉCEMBRE, TOUS NOS MAGASINS SONT OUVERTS JUSQU'À 21 HEURES DU LUNDI AU VENDREDI

## Protéger les enfants pour contrer le sida

Agence France-Presse

PARIS — L'Unicef établit « une relation claire » entre la propagation du sida et l'exploitation sexuelle des enfants. L'organisme rappelle qu'un million d'enfants dans le monde sont « entraînés de force » dans la prostitution.

« Qu'il s'agisse de mythes sur les vertus curatives des rapports sexuels avec de très jeunes filles ou d'attitudes sexistes prônant un comportement sexuel violent envers les femmes et les filles, la relation entre les abus sexuels sur les enfants et la propagation du VIH est claire », indique Carol Bellamy, directrice générale de l'Unicef.

À trois semaines du deuxième congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants, prévu du 17 au 20 décembre à Yokohama (Japon), l'Unicef « demande que l'on commence par mettre les enfants à l'abri de la prostitution ».



Photo DENIS COURVILLE, La Presse ©

## Les «héros» de la lutte contre le sida honorés

En avant-première de la Journée mondiale du sida, la Fondation Farha a souligné hier l'engagement exemplaire de «héros» de la lutte contre le sida. Le «travail extraordinaire» de 12 Québécois a été reconnu: le Dr Jean-Guy Baril, de la Clinique médicale du Quartier Latin; David Cassidy, professeur à l'École de service social de l'Université McGill; Mario Fréchette, coordonnateur du Mouvement d'information et d'entraide dans la lutte contre le sida à Québec; Alain Godmaire, directeur général du Bureau régional d'action sida d'Outaouais; Claire Lahaie, coordonnatrice clinique à l'UHRESS-CHUM; Guylaine Morin, travailleuse sociale à l'hôpital Sainte-Justine; Joanne Otis, chercheuse; Chantale Perron, du Comité des personnes atteintes du VIH du Québec; Lyse Pinault, militante; José Sousa, militant et Alain Saint-Onge, à titre posthume. Sam Pelc, ex-président de la Fondation Farha, a pour sa part reçu le prix Ron-Farha, qui souligne l'apport exceptionnel d'un bénévole.

## Le VIH reprend des forces

PHILIPPE COSTE  
Agence France-Presse

PARIS — À la veille de la journée mondiale sur le sida et alors que la maladie est devenue « la plus dévastatrice que l'humanité a connue », selon l'ONUSIDA (le programme des Nations Unies contre le VIH-sida), plusieurs associations font, en France, le parallèle entre les 3948 morts du World Trade Center et les milliers de vies quotidiennement volées par l'épidémie.

Si « l'hommage rendu aux personnes mortes tragiquement à New York le 11 septembre s'est traduit par trois minutes de silence, les trois millions de morts du sida de l'an 2000 mériteraient 4 minutes et 6 secondes de silence chaque jour de l'année », estime ainsi Philippe Levêque, directeur général de l'association de solidarité CARE.

ActUp — qui parle de l'« autre guerre », celle menée contre le virus — a pour sa part calculé que le sida faisait 10 000 morts par jour et que « le dixième des moyens déployés en Afghanistan aurait suffi à vaincre l'épidémie ».

Vingt ans et quelques mois après l'apparition officielle du virus, la journée du 1<sup>er</sup> décembre vient alors que, dans de plus en plus de pays occidentaux — pourtant largement pourvus en médicaments — l'épidémie menace encore.

« Les récentes améliorations dans le traitement et la prise en charge ne sont pas systématiquement accompagnées de progrès équivalents dans le domaine de la prévention », note l'ONUSIDA.

En Amérique du Nord, dans certaines parties d'Europe et d'Australie, de nouvelles données font état d'une augmentation des taux d'infection par le virus du sida (VIH) liée à une augmentation des rapports non protégés et à la consommation de drogues injectables.

Ce « relâchement de la prévention » est particulièrement perceptible dans les communautés homosexuelles. En France, l'Institut de veille sanitaire vient de rendre publique une enquête réalisée en 2000 dans les établissements gays parisiens. Plus de 30 % des personnes interrogées ont déclaré avoir des rapports anaux non protégés avec des partenaires occasionnels et 70 % des usagers fréquents de ces *sex-clubs* — qui se déclarent en outre porteurs du virus du sida — affirment aussi avoir des rapports non protégés avec des partenaires occasionnels.

En outre, comme dans les autres pays occidentaux, le nombre de cas de syphilis est brutalement remonté à Paris chez les homosexuels masculins, dont la moitié étaient séropositifs.

À de rares exceptions près comme le Cambodge, la Thaïlande et l'Ouganda, où la prévalence de l'épidémie baisse, partout ailleurs le virus conquiert de nouveaux territoires. Dans certains pays d'Afrique comme le Malawi, le Mozambique ou la Zambie, l'espérance de vie a reculé de 20 ans à cause de la maladie. Au Botswana, un record, elle est passée de 62 ans à moins de 37.

Prochaines cibles possibles du virus: l'Indonésie, quatrième pays le plus peuplé du monde, et le Nigéria, le plus peuplé d'Afrique.

Seule bonne nouvelle, l'accord récemment intervenu à Doha lors de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) devrait permettre aux pays en développement d'apprécier par eux-mêmes le degré d'urgence médicale auquel ils sont confrontés. Et donc, de fabriquer ou d'importer des médicaments « génériques » — des copies de médicaments — même en cas de refus du laboratoire propriétaire des brevets.

Cette concession des pays fabriquant des médicaments antisida, principalement américains et suisses, impose aussi aux pays du Nord — 10 % des malades, 90 % des moyens — de faire preuve d'une plus grande solidarité.

Mais depuis l'annonce par le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, de la création d'un fonds de solidarité internationale contre le sida, la tuberculose et le paludisme, d'un montant espéré de 10 milliards de dollars, moins d'un cinquième de la somme a été versé.

Des articles sur l'évolution de l'épidémie, les dernières découvertes et des hyperliens sur le sida sont disponibles à [www.cyberpresse.ca/sida](http://www.cyberpresse.ca/sida)

## BAUME & MERCIER

GENEVE · 1830



Hampton Milleis  
www.baume-and-mercier.com  
Acier, 2,100 \$

## BIRKS

TEMPS . depuis 1879  
BIRKS

1240, Square Phillips 397-2511 · Centre Rockland  
1 800 682 2622 www.birks.com

## Vente de Duvets

9 Modèles à partir de Simple 59\$ Double 79\$ Queen 89\$ King 99\$  
Economisez jusqu'à 99\$ Prix imbattables

Rabais sur couettes en duvet, housses de couette, draps, rénovation de duvet, nettoyage de duvet, oreillers en duvet, futons

Recommandé par Le Consommateur Averti Montréal

**ungava** duvet  
10 av. des Pins, ouest, mar - ven 11-18 sam 11-17 dim, lun fermé

## La dernière innovation en écriture de



29\$

Le stylo de poche à gel d'encre ION conçu également pour se porter au cou, dans votre sac à main ou votre porte-documents.



Choix de 6 couleurs d'encre

Les plus grandes marques aux meilleurs prix

BOUTIQUE DU **Stylo**

977, rue Sainte-Catherine Ouest  
Montréal (niveau métro à la Maison Simons)  
Carrefour Laval, Promenades Saint-Bruno  
Brossard  
Place Laurier (Saint-Foy)  
Tél. : (514) 284-1295  
www.stylo.ca

## Captez l'émotion

### Polaroid

#### JOYCAM

- Appareil photo instantané
- Simple d'utilisation
- Flash intégré
- Prix très économique

24<sup>99</sup> \$

### Polaroid

#### I-ZONE

- Appareil photo instantané et compact
- Foyer fixe • Flash intégré
- Photo format portefeuille autocollante ou régulière

24<sup>99</sup> \$

Incluant 1 film et pile

### Polaroid

#### ONE STEP

- Appareil photo instantané
- Foyer fixe
- Exposition et flash automatique
- Utilise le film Polaroid 600

44<sup>99</sup> \$

### Polaroid

#### SPECTRA 1 200 FF

- Appareil photo instantané
- Mise au point automatique
- Flash et exposition automatiques
- Utilise le film Polaroid Spectra

79<sup>99</sup> \$

Les photos peuvent différer des produits annoncés. Certains items sont en quantités limitées et peuvent avoir été prévendus.



## L.L. Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE ET DES TECHNOLOGIES DE L'IMAGE  
(514) 274-6577 6224, St-Hubert  
www.lozeau.com Montréal, Québec

Valide jusqu'au 20 décembre 2001



Photos peuvent différer.

## C'EST LE TEMPS IDÉAL POUR UN NEWLOOK

## NEWLOOK Lunetterie

TOUT LE MONDE TOUT NEW

Vaste sélection:  
Emporio Armani  
Lanvin  
Nina Ricci  
Ray-Ban  
Lacoste  
Easy Clip  
Pro Design  
Nos marques NewLook  
Et plus



75\$ Sur présentation de ce coupon, obtenez 75 \$ de réduction à l'achat d'une paire de lunettes optalmiques d'une valeur de 249 \$ et plus.

Offre valide sur toutes nos montures en succursale. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Un coupon par client. Détails en succursale. Valide jusqu'au 30 avril 2002.

50\$ Sur présentation de ce coupon, obtenez 50 \$ de réduction à l'achat d'une paire de lunettes optalmiques d'une valeur de 149 \$ et plus.

Offre valide sur toutes nos montures en succursale. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Un coupon par client. Détails en succursale. Valide jusqu'au 30 avril 2002.

## LUNETTES COMPLÈTES: VERRES ET MONTURES

Exclusif NewLook Monel

149\$\*  
239\$\*\*



Easy Clip Magnetwist

229\$\*  
319\$\*\*



Exclusif Lacoste de France

À partir de 249\$\*  
339\$\*\*\*



Exclusif Lanvin de France

À partir de 249\$\*  
339\$\*\*



Exclusif NewLook monture invisible en titane

299\$\*  
389\$\*\*\*



\*Avec lentilles simple vision. / \*\*Avec lentilles progressives. / \*\*\*Avec polycarbonate ou lentilles progressives. Coûts additionnels pour les lentilles spéciales. Michel Laurendeau, opticien.

- REGION DE MONTRÉAL
- 1, boul. Saint-Joseph O. >(514) 270-4747
  - 1000, rue Sainte-Catherine O. >(514) 875-1001
  - 2695, rue Beaubien E. >(514) 593-8840
  - Place Versailles >(514) 354-1220
  - 12905, rue Sherbrooke E., Pointe-aux-Trembles >(514) 642-2540
  - Place Brien, Repentigny >(450) 654-5477
  - 1125, boul. Saint-Martin O., Laval >(450) 629-9800
  - Polyclinique de la Concorde, Laval >(450) 663-4747
  - 273, rue De Montigny, Saint-Jérôme >(450) 436-2893
  - Complexe Pointe-Claire >(514) 694-7773
  - Place Vertu >(514) 856-2002
  - 4898, boul. Taschereau, Greenfield Park >(450) 466-2166
  - 880, rue Saint-Laurent O., Longueuil >(450) 677-4747
  - 949, boul. du Séminaire N., Saint-Jean-sur-Richelieu >(450) 348-1155
  - 1280, rue des Cascades O., Saint-Hyacinthe >(450) 774-7188
- 1 800 463-5665

QUÉBEC

# La carte d'électeur: une mécanique inutile et coûteuse

Guy Chevrette recule devant le Directeur général des élections pour qui cette option n'est pas avantageuse

DENIS LESSARD

**QUÉBEC – Bien mauvaise nouvelle pour les militants péquistes: le gouvernement Landry vient de fermer le cercueil d'une de leurs revendications les plus tenaces. Il n'y aura pas de carte d'électeur obligatoire pour encadrer l'exercice du droit de vote.**

Le ministre responsable de la Loi électorale, Guy Chevrette, a clairement relégué aux oubliettes le projet avec en main le rapport du Directeur général des élections (DGE), pour qui cette option tout en étant réalisable, ne présente aucun avantage.

Les prochaines élections se tiendront avec le régime d'identification obligatoire, déjà mis en place par une loi adoptée en 1999. Pour voter, un électeur doit présenter l'un des documents suivants: le permis de conduire, la carte d'assurance-maladie ou son passeport. M. Chevrette compte faire un rapport définitif de la question au Conseil des ministres la semaine prochaine. Se-

lon lui, le constat du DGE est limpide et montre que la carte d'électeur obligatoire ne comporte pas assez d'avantages pour qu'on y investisse des efforts. Comme les élections doivent avoir lieu d'ici deux ans, il serait d'ailleurs « physiquement » impossible de la mettre en place, d'observer le ministre.

Au surplus, M. Chevrette relève la synthèse des opinions des organismes gouvernementaux à l'endroit de ce projet: pour des raisons diverses, la Commission d'accès à l'information, le Protecteur du citoyen et la Commission des droits de la personne sont tous opposés à la carte d'identité pour voter.

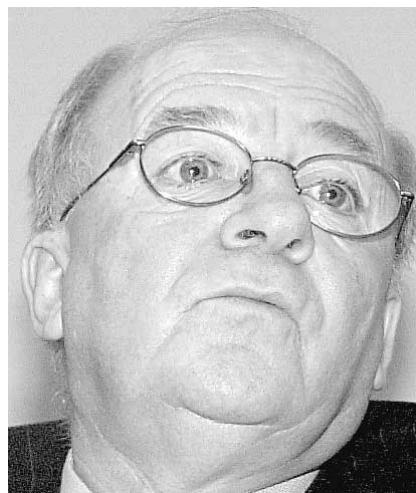
Dans un rapport volumineux déposé hier à l'Assemblée nationale, le DGE Marcel Blanchet juge non seulement toute l'opération beaucoup trop onéreuse, mais elle risquerait en plus de poser des problèmes le jour du vote.

Depuis des années, les militants péquistes, en particulier dans l'ouest de l'île de Montréal, réclament qu'on oblige la présentation d'une carte d'identité le jour du vote. Selon eux les résultats du référendum de 1995, où le OUI est venu à 30 000 voix de l'emporter, auraient été différents si on avait

consacré plus d'effort à l'identification des électeurs. La démission du député libéral Jean-Sébastien Lamoureux, à la suite de la mise au jour d'un réseau de « télégraphes » pour voter illégalement dans Anjou en novembre 1998 a récemment ravivé ce débat. Le ministre Robert Perreault avait promis une telle carte d'identification, mais rapidement le gouvernement avait mis cette idée sur une voie de garage — en commandant au DGE une étude qui vient d'être déposée à l'Assemblée nationale.

Ainsi après un an d'étude, la vérification de ce qui se fait ailleurs dans le monde, et un rapport de 200 pages, la conclusion du DGE tombe, laconique: « L'étude de faisabilité n'a pas permis de dégager quelque avantage significatif (à la nouvelle carte) par rapport à la situation actuelle. » Aussi Québec devrait « surseoir du moins dans l'immédiat » à ce projet, le temps tout au moins que les mécanismes de contrôle de l'identité mis en place actuellement aient été vérifiés lors d'élections générales.

Pour le DGE, le coût d'une telle opération serait prohibitif si on y allait rapidement (288 millions de



PHOTOTHÈQUE La Presse ©

Guy Chevrette

dollars si on souhaite l'implanter en 18 mois). Si on mettait quatre ans à doter la population d'une telle carte, les coûts s'élèveraient à 150 millions. « La facture est faramineuse », de dire M. Chevrette.

Pour M. Blanchet en outre, l'obligation pour l'électeur de présenter une telle carte avant d'aller dans l'isoloir risque d'avoir des conséquences néfastes pour l'exercice de ce droit. Comme les 3600 points de vote ne se trouvent pas

dans des édifices qui appartiennent au DGE, on peut penser aussi que l'imposant réseau informatique nécessaire pour valider ces cartes présentera des problèmes de mise en service, de fonctionnement et même d'étanchéité. « Cette opération ne serait pas sans comporter des risques importants », a dit M. Blanchet.

Au lieu d'une carte d'électeur, le DGE recommande de renforcer les mécanismes déjà en place pour identifier les électeurs le jour du vote. Ces vérifications « semblent déjà bien fonctionner et sont acceptées de la population » constate-t-il.

Le DGE a jeté un coup d'oeil sur les mécanismes utilisés à l'étranger. Les pays où on exige une carte pour voter n'ont pas de liste électorale permanente, constate-t-on. En France la détention d'une carte n'est pas obligatoire pour voter, même si le pays a un système de carte d'identité, sans photo, qui sert le jour du vote. Au Mexique on retrouve une carte proche de ce que souhaitaient les militants du PQ, avec photo et signature, mais pour le DGE, les dispositifs mis en place au Mexique reflètent surtout la « non-fiabilité » du processus électoral mexicain.

# Prix encore réduits!

## FERMETURE!

C'est maintenant qu'il faut acheter, pendant que le choix est encore bon. Nous réduisons encore nos prix et soldons tout en magasin afin de liquider entièrement plus de 2 millions de dollars en marchandise!

PREMIERS ARRIVÉS, PREMIERS SERVIS POUR CES NOUVELLES RÉDUCTIONS.

Ord.	VENTE		
TORSI	Tête de lit en teck	129,95	<b>29,99</b>
#12	Bibliothèque hêtre	329,95	<b>179,99</b>
121941	Pupitre en hêtre	139,95	<b>79,99</b>
122841	Classeur mobile en hêtre	139,95	<b>69,99</b>
SIMONE	Tête de lit droite, blanche	234,95	<b>49,99</b>
ANNE	Cloison en pin miel	119,95	<b>69,99</b>
TAMARA	Unité murale fini merisier	499,95	<b>399,99</b>
FM71	Portes fini noir	49,95	<b>2,99</b>
FA507	Portes double fini noir	69,95	<b>9,99</b>
COMBI	Bibliothèque double fini noir	119,95	<b>59,99</b>
806741	Bibliothèque corner fini hêtre	199,95	<b>129,99</b>
LIBERO	Bibliothèque avec porte fini antique	499,95	<b>199,99</b>
801127	Bibliothèque sur roulettes fini maple	229,95	<b>149,99</b>
DAVID	Étagère en rotin/métal	329,95	<b>199,99</b>
DAVID	Étagère de coin en rotin	249,95	<b>169,99</b>
KM101	Fauteuil en cuir	369,95	<b>199,99</b>
BLUNINE	Chaise+Ottoman en cuir	1299,95	<b>499,99</b>
460	Fauteuil inclinable bourgogne	799,95	<b>499,99</b>
KARMEN	Causeuse en cuir	2399,95	<b>1599,99</b>
5709	Divan et chaise	2199,90	<b>1499,99</b>
ALTONA	Causeuse en rose	699,95	<b>399,99</b>
CADDY	Causeuse vert	459,95	<b>199,99</b>
4532	Divan et Chaise en vert	1399,95	<b>699,99</b>
RITHA	Divan	599,95	<b>199,99</b>
GR54	Causeuse	1199,95	<b>599,99</b>
IRIS	Chaise	499,95	<b>149,99</b>
JERELLO	Chaise	339,95	<b>149,99</b>
7000	Divan rose/jaune	599,95	<b>299,99</b>
9011	Coral Causeuse	599,95	<b>199,99</b>
SIEBEN	Causeuse en rotin noir	629,95	<b>99,99</b>
NIKKI	Cadre de lit noir 54 po	244,95	<b>79,99</b>
EVOLUTION	Très grand ottomane	429,95	<b>149,99</b>
MONET	Meuble 3 places gris	529,95	<b>299,99</b>
AELLA	Table de bout fini blanc	69,95	<b>19,99</b>

Ord.	VENTE		
AELLA	Table à café fini noir	99,95	<b>39,99</b>
DUELA	Table à café pin véritable	399,95	<b>149,99</b>
CHELSEA	Table de bout	149,95	<b>69,99</b>
ML04	Table de bout	374,95	<b>199,99</b>
MT04	Table Console	464,95	<b>299,99</b>
COLOCHO	Table de bout	299,95	<b>129,99</b>
PRD-95-17	Table de bout en métal	179,95	<b>89,99</b>
PRD-95-17	Table à café en métal	329,95	<b>129,99</b>
148	Table d'angle, placage frêne/noir	199,95	<b>79,99</b>
TRIUMPH	Table de bout fini teck	329,95	<b>99,99</b>
LAT 710	Table de bout pin véritable	229,95	<b>149,99</b>
695	Table de bout fini merisier	149,95	<b>49,99</b>
GLENBROOK	Table de bout acajou	179,95	<b>119,99</b>
98.507485	Meuble T.V./vidéo	999,95	<b>499,99</b>
POLI	Unité rangement DC pin véritable	289,95	<b>159,99</b>
ARM11	Unité murale fini pin	1999,95	<b>1499,99</b>
AD2D1D3DW	Armoire blanc/bleu	129,95	<b>599,99</b>
TORINO	Armoire en pin 2 portes/1 tiroir	69,95	<b>299,99</b>
CV1100	Chaise fini Champagne	39,95	<b>19,99</b>
SOPHIA	Chaise rotin/métal	159,95	<b>99,99</b>
CORONA	Chaise avec rotin	129,95	<b>69,99</b>
PIN	Chaise pin véritable	79,95	<b>39,99</b>
TULSA	Chaise fini acajou	89,95	<b>29,99</b>
1027	Chaise fini acajou	249,95	<b>139,99</b>
C552	Tabouret de bar écriture/beige	174,95	<b>69,99</b>
VITRINA	Encoignure en pin	714,95	<b>399,99</b>
White	Dessus mélamine blanche 24 po x 24 po	12,95	<b>,99</b>
0050	Table fini pin	179,95	<b>99,99</b>
CORONA	Table fini pin	599,95	<b>299,99</b>
CHIRON	Table fini pin véritable	399,95	<b>199,99</b>
HAMBERG	Table et banquette d'angle	599,95	<b>299,99</b>
SUS609	Table fini merisier	239,95	<b>79,99</b>
HAVANA	Table fini IvoryNat	249,95	<b>99,99</b>
LM01	Armoire/coffre-fort crème	599,95	<b>199,99</b>

Ord.	VENTE		
DR2D4DRE	Commode 4 fini blanc	569,95	<b>299,99</b>
LM50	Encoignure blanche	699,95	<b>299,99</b>
KT1D4D5DW	Armoire blanche/bleu	869,95	<b>299,99</b>
SNOW	Armoire à base carrousel	399,95	<b>69,99</b>
ARTNO.101	Tapis en coton 69"x105"	99,95	<b>39,99</b>
BL59	Petite armoire	109,95	<b>9,99</b>
AVARINO	Armoire fini blanc	424,95	<b>149,99</b>
AVARINO	Armoire blanche/tablette, compartiments	79,95	<b>2,99</b>
AVARINO	Miroir fini noir	199,95	<b>49,99</b>
COGNAC	Miroir	269,95	<b>39,99</b>
STANTON43	Miroir fini acajou	269,95	<b>39,99</b>
RILEY	Armoire fini acajou	799,95	<b>199,99</b>
CHELSEA	Commode triple	849,95	<b>499,99</b>
CHELSEA	Table de chevet	309,95	<b>149,99</b>
4214	Commode 6 tiroirs fini acajou	799,95	<b>299,99</b>
MISSION	Unité T.V fini acajou	699,95	<b>399,99</b>
NINA5083	Garde-robe blanc	109,95	<b>69,99</b>
2551	Armoire/poste de travail en hêtre	269,95	<b>189,99</b>
KLAR684	Commode 4 tiroirs fini blanc	189,95	<b>59,99</b>
SETTE 96	Commode 6 tiroirs fini blanc	149,95	<b>49,99</b>
NINA 4682	Table de chevet blanc	29,95	<b>14,99</b>
WASA 140	Commode 4 tiroirs fini noir	59,95	<b>29,99</b>
TIMOTEO	Bureau de monsieur en pin/rotin	499,95	<b>299,99</b>
TIMOTEO	Armoire pin véritable	799,95	<b>499,99</b>
VIVA4417	Armoire en pin nordique	99,95	<b>49,99</b>
ANNE 137	Commode fini pin	69,95	<b>29,99</b>
SHOEE1344	Range-souliers fini pin	39,95	<b>19,99</b>
AMANDAC	Commode 4 tiroirs fini pin	189,95	<b>99,99</b>
445	Commode 3 tiroirs fini pin	49,95	<b>24,99</b>
YAKARTA	Commode 10 tiroirs fini pin	1099,95	<b>699,99</b>
360	Table de chevet fini hêtre	169,95	<b>99,99</b>
LCM02	Commode 9 tiroirs fini acajou	449,95	<b>299,99</b>
TUSCAN	Table de chevet antique	259,95	<b>99,99</b>
TUSCAN	Commode fini antique	799,95	<b>199,99</b>

Ord.	VENTE		
LLOYDRA	Commode 7 tiroirs	599,95	<b>199,99</b>
LCM65A	Commode 4 tiroirs fini acajou	599,95	<b>399,99</b>
SHERRY	Cadre de lit blanc 160 cm	299,95	<b>39,99</b>
SETTE79	Lit surélevé blanc	229,95	<b>69,99</b>
PACIFICA	Lit queen fini blanche	699,95	<b>149,99</b>
BED	Lit king fini blanc	399,95	<b>99,99</b>
SAMUDRA	Lit simple fini noir	189,95	<b>39,99</b>
VERSA	Lit queen pin véritable	399,95	<b>149,99</b>
CAMILLA	Lit simple pin véritable	399,95	<b>149,99</b>
ELLEN	Tête de lit simple, champagne	59,95	<b>19,99</b>
ELLEN	Lit double fini champagne	299,95	<b>119,99</b>
BALI	Lit queen pin véritable	499,95	<b>329,99</b>
MEDLINE	Tête et pied de lit	129,95	<b>29,99</b>
TUSCAN	Lit queen fini antique	799,95	<b>199,99</b>
CINDONI	Couvre-matelas	49,95	<b>4,99</b>
700	Pupitre fini hêtre	259,95	<b>159,99</b>
PRONTO	Raccord d'angle fini hêtre	69,95	<b>4,99</b>
FABIO	Armoire/poste de travail en pin	449,95	<b>299,99</b>
GERRIDO	Cabinet bas/huche fini noir	764,80	<b>629,99</b>
GERRIDO	Tambour/huche fini noir	994,95	<b>689,99</b>
GERRIDO	Classeur et huche, noirs	784,95	<b>549,99</b>
GERRIDO	Pupitre/huche fini noi	684,95	<b>479,99</b>
GERRIDO	Tambour/huche fini noir	914,95	<b>639,99</b>
GERRIDO	Meuble stéréo en cerisier	1375,85	<b>959,99</b>
GERRIDO	Chambre simple fini merisier	1599,95	<b>1119,99</b>
GERRIDO	Unité murale merisier	1859,95	<b>1299,99</b>
GERRIDO	Classeur fini noir	379,95	<b>299,99</b>
GERRIDO	Cabinet 2 prt. fini noir	384,95	<b>299,99</b>
SYLVIA	Bibliothèque large fini blanc	279,95	<b>99,99</b>
SYLVIA	Bibliothèque Low fini blanc	194,85	<b>69,99</b>
POLAR	Unité murale blanc/noir	1228,95	<b>299,99</b>
POLAR	Unité murale blanc/noir	1389,95	<b>299,99</b>
POLAR	Pupitre fini blanc	469,95	<b>199,99</b>
POLAR	Causeuse blanche	389,95	<b>149,99</b>

LE CHOIX DEVIENT MOINS GRAND. TOUT EST SUJET À VENTE PRÉALABLE.

**Opaka**  
Bibliothèque avec portes/tiroirs  
Fini blanc  
**89<sup>95</sup>!**



**Hamborg**  
Table et banquette  
avec espace de rangement  
Pin véritable  
**279<sup>95</sup>!**  
Ord. 599,95



**Torno**  
Unité T.V  
**269<sup>95</sup>!**  
Ord. 699,95



**Sus**  
Table et 6 Chaises  
Fini merisier  
**169<sup>95</sup>!**  
Ord. 599,95



**MM120A**  
Table à café  
Fini acajou  
**249<sup>95</sup>!**  
Ord. 429,95



**Bali**  
Lit grand format  
pin massif  
**299<sup>95</sup>!**  
Ord. 499,95

**idomo**  
MEUBLES MONTREAL

VILLE-ST. LAURENT  
9090 boul. Cavendish  
(Autoroute 40 et Cavendish)  
(514) 735-6425

Veillez prendre note de nos heures d'ouverture spéciales durant ce solde de liquidation

Lun. 12:00-18:00  
Mar., Mer. FERMÉ  
Jeu., Ven. 12:00-21:00  
Sam., Dim. 10:00-17:00

| RÉSEAU DE LA SANTÉ |

# Trudel réduit le nombre de postes bilingues

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Le ministre de la Santé, Rémy Trudel est favorable à une réduction du nombre des postes bilingues dans le réseau de la santé, sans toucher à la Loi 142 ni à la Charte de la langue toutefois.

En Abitibi-Témiscamingue, 81 % des établissements du réseau sont tenus d'offrir des services en anglais alors que les anglophones ne représentent que 3 % des gens de la région, a dit hier M. Trudel en conférence de presse.

Les programmes d'offre de service à la communauté anglophone sont soumis à des révisions périodiques — l'exercice est en cours et mènera à la diminution de postes

désignés bilingues dans le réseau, a indiqué sans détour M. Trudel.

Ce faisant, le ministre se fera l'écho des nombreuses résolutions des militants péquistes en conseil national qui jugeaient excessive la tendance de plusieurs régies régionales, en Estrie notamment, d'exiger le bilinguisme. C'est d'autant plus incompréhensible, qu'en dépit du tapage autour de cette révision dans la communauté anglophone, seulement 10 plaintes ont été logées auprès de la protectrice des usagers pour un manque de services en anglais, de relever le ministre.

Louvoyant en anglais, M. Trudel a soutenu qu'il n'y aurait pas moins de postes bilingues — par

ailleurs, il n'a pu dire combien il s'en trouvait dans son réseau. Il a insisté sur le fait que tous les citoyens auraient droit aux services dans leur langue.

La loi 142 ne sera pas modifiée : « il n'y a aucune intention de modifier la loi. » Mais devant « la confusion » qui entoure l'offre de services en anglais dans le réseau, Québec profitera de la prochaine revue du « cadre de référence » pour inciter les régies régionales à reconsidérer la nécessité réelle de demander le bilinguisme pour certains postes, d'expliquer hier l'entourage du ministre. Cette proposition devrait être faite en janvier ou février, au Conseil des ministres par M. Trudel. Jean Rochon puis

Pauline Marois avaient constamment repoussé ce problème épineux, après que Lucien Bouchard se fut engagé formellement auprès de la communauté anglophone à ce que les services soient maintenus partout en région.

Le ministre Trudel est depuis trois jours sur la sellette à l'Assemblée nationale. Il s'est retrouvé dans l'embarras quand il fut démontré que son ministère avait, au mépris de la loi sur l'accès à l'information, nié l'existence d'un document sur la révision des services bilingues dans le réseau de la Santé.

« On a falsifié la loi », lançait hier le député après avoir nié l'existence d'un document sur la revue des postes bilingues. Le dé-

puté libéral Jean Marc Fournier a déposé lui-même le document produit par un sous-ministre adjoint à la Santé à l'attention de la Commission des états généraux sur la langue.

Pour M. Trudel, la loi 142 ne prévoit pas de postes bilingues, elle vise l'obligation de fournir des services en anglais. Au fil des ans, les régies régionales et les établissements ont eu tendance à demander le bilinguisme « cela nous paraît pour l'instant nettement disproportionné pour les fonctions à remplir ». Le ministre ne voit pas l'utilité d'exiger le bilinguisme à Rouyn-Noranda ou à Chicoutimi ou dans d'autres régions pratiquement unilingues francophones.

| HÔPITAUX UNIVERSITAIRES |

## Plan de redressement de cinq ans

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les hôpitaux universitaires du Québec auront cinq ans pour rééquilibrer leurs budgets. Tandis que le rapport d'audit du CHUM n'était pas tendre sur le niveau de désorganisation du plus important hôpital au Québec, le ministre de la Santé Rémy Trudel parlait plutôt d'un « potentiel élevé de rationalisation ».

« On a un travail rigoureux, difficile, le grand défi c'est de ne pas réduire les services à la population », a affirmé M. Trudel tout en promettant que soient résorbés les 150 millions de déficit annuel encaissés par les hôpitaux québécois.

Selon le barème établi par le ministère de la Santé, 30 millions par année se gaspillent au CHUM parce que le travail y est mal organisé. Il faut améliorer l'efficacité des soins,

réduire la durée d'hospitalisation grâce à une meilleure concertation régionale, a soutenu M. Trudel. Selon lui, les lacunes sont évidentes : « quand on fait mal notre travail en première ligne, cela charge davantage les hôpitaux. » Il ajoute que le rééquilibre des budgets d'hôpitaux passe par une plus grande disponibilité des cabinets privés et la mise en place de groupes de médecine familiale.

Selon le critique libéral à la Santé, Jean-Marc Fournier, « M. Trudel cache la vérité. Le vrai problème c'est le sous-financement chronique du réseau. C'est comme le garagiste qui au lieu de vous donner de l'essence vous propose d'enlever les roues pour réduire votre consommation ».

Pour le ministre Trudel, les 40 millions de déficit du CHUM cette année seront épongés par Québec,

si l'établissement s'engage dans un programme très contraignant de rationalisation au cours des cinq prochaines années.

Les trois hôpitaux universitaires au Québec — le CHUQ à Québec et le CHUS à Sherbrooke ont aussi subi des enquêtes exhaustives — devront signer d'ici le 15 janvier une entente avec le ministère les engageant à rééquilibrer leur budget au cours des prochaines années.

Québec mettra en place un « mécanisme de suivi » pour s'assurer que les recommandations des rapports d'audits soient appliquées. M. Trudel lance un appel aux médecins, dont dépend la réalisation d'une bonne partie de son plan de redressement.

Pour améliorer la dispensation des soins, les départements devront réduire la durée moyenne des hospitalisations.

## Ottawa doit encourager la construction de logements abordables

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Comme gouvernement national, Ottawa a le mandat d'y aller d'initiatives pour favoriser la construction de logements abordables partout au Canada, notamment en donnant des incitatifs fiscaux au secteur privé.

Voilà ce qu'a soutenu hier le président de la conférence des ministres de l'Habitation, Tim Sale, du Manitoba.

Et à ses côtés, la ministre Louise Harel n'a pas bronché. Rapidement les provinces se sont entendues hier sur un « cadre de référence », une entente de principe, sur l'utilisation des fonds fédéraux disponibles pour le logement social. Ottawa versera 680 millions de dollars aux provinces au cours des quatre prochaines années — 162 millions iront au Québec — selon des critères suffisamment souples qui s'adapteront aux nombreux ty-

pes d'interventions fort différents mis en place par les provinces.

Aujourd'hui, le ministre fédéral Alfonso Gagliano se joindra aux ministres provinciaux pour signer l'entente de principe qui sera conclue au début de 2002.

Dévoilant inopinément une partie du texte qui doit être rendu public aujourd'hui, M<sup>me</sup> Harel a souligné qu'Ottawa avait consenti à adhérer à un programme accéléré d'investissement. Mise en scène habituelle, les provinces ont voulu faire croire qu'elles n'étaient pas engagées, qu'elles « attendaient un accueil favorable à leur proposition » aujourd'hui, mais, hier déjà, le ministre ontarien, qui ne devait pas assister à la réunion, était en route vers Québec, pour la signature d'aujourd'hui avec le gouvernement fédéral.

Québec s'est engagé à construire 9000 logements subventionnés en deux ans.



**1,5 million d'enfants risquent de ne pas survivre à l'hiver.**

Ils ont désespérément besoin d'abris, de vêtements chauds, de nourriture et de médicaments.

**Nous devons agir maintenant!**

**Donnez au fonds d'urgence de l'UNICEF.**

Oui, je viens en aide aux enfants en danger de l'Afghanistan.

Voici mon don de :  50 \$  100 \$  200 \$  1 000 \$ ou  \$

Chèque à l'ordre de : Fonds d'urgence de l'UNICEF — Afghanistan **OU**  VISA  MasterCard  American Express

N° de carte de crédit : \_\_\_\_\_ Date d'expiration : \_\_\_\_\_ / \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Ville : \_\_\_\_\_ Prov. : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Téléphone : \_\_\_\_\_

Retournez à : UNICEF Québec 4474, rue Saint-Denis, Montréal, QC H2J 2L1 N° d'enregistrement : 122 680572 RR0001 LP-nov 30

**Communiquiez avec nous maintenant :**

**1 877 955-3111**

**www.unicef.ca**

unicef  Fonds des Nations Unies pour l'enfance

## Le gouvernement se remboursera à même les 100\$

LES CONTRIBUABLES qui ont droit au remboursement de la taxe de vente du Québec (TVQ) recevront avec leur chèque du mois de décembre un montant supplémentaire de 100 \$, comme le prévoyait le budget Marois. Tous, sauf ceux qui ont une dette envers le gouvernement. Lorsqu'une personne omet d'effectuer ses paiements, que ce soit pour payer ses impôts, rembourser son prêt étudiant ou remettre un montant en trop versé par la Régie des rentes ou la Sécurité sociale, le gouvernement verse le crédit directement au remboursement de la dette du contribuable. Cette mesure prévaut deux fois par année, lors de l'envoi des remboursements de la TVQ. Sur un montant de 475 millions versés au mois de décembre, le gouvernement utilisera ainsi 32 millions pour rembourser les dettes de contribuables.

### CAMELOTS, ADOLESCENTS ET ADULTES demandés, à temps partiel, pour la livraison de **La Presse** à domicile

- Avec ou sans voiture
- À commission

Dans les secteurs suivants :

- Ste-Julie
- Varennes
- Sorel-Tracy

Responsabilités

- Livraison de *La Presse* devant être effectuée avant 6 h 30 le matin, du lundi au vendredi, et avant 8 h, le week-end.
- Perception des abonnés.

Pour joindre l'entrepreneur de votre région,

**Mme Gina Morin**

composez le **(450) 780-1185**

Courriel : **gmorin@lapresse.ca**

# PLAISIRS EXTRÊMES

UN CAHIER SPÉCIAL SUR LES LOISIRS D'HIVER DEMAIN DANS **La Presse**



| CONGÉS PARENTAUX |

# Les menaces de Québec laissent Ottawa de marbre

JOËL-DENIS BELLAVANCE

**OTTAWA – Le gouvernement Chrétien a accueilli avec un haussement d'épaules hier la nouvelle voulant que Québec songe à poursuivre Ottawa devant les tribunaux afin d'obtenir une partie des fonds de la caisse de l'assurance-emploi pour mettre sur pied son propre régime de congés parentaux.**

La ministre du Développement des ressources humaines, Jane Stewart, a déclaré qu'Ottawa n'avait guère l'intention d'accorder un traitement différent au Québec dans ce dossier même si le gouvernement Landry désire créer un programme de congés parentaux plus généreux que celui qui existe au fédéral.

La ministre québécoise de la Famille, Linda Goupil devrait dépo-

ser avant la fin de l'année un mémoire au Conseil des ministres,



Linda Goupil

« Nous avons réussi à élargir le programme de manière importante sans augmenter les coûts. Si le gouvernement du Québec a des idées et désire adopter des mesures complémentaires, je l'invite à le faire, comme je l'ai dit à maintes reprises dans le passé », a ajouté la ministre avant de tourner le dos aux journalistes.

Le ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a soutenu que le gouvernement du Parti québécois cherchait à provoquer un autre conflit avec le fédéral en brandissant cette menace d'une poursuite devant les tribunaux.

« C'est leur droit. Mais nous, on

autres choses, ont été bien accueillies partout au pays, notamment au Québec.

« Nous avons réussi à élargir le programme de manière importante sans augmenter les coûts. Si le gouvernement du Québec a des idées et désire adopter des mesures complémentaires, je l'invite à le faire, comme je l'ai dit à maintes reprises dans le passé », a ajouté la ministre avant de tourner le dos aux journalistes.

Le ministre des Affaires intergouvernementales, Stéphane Dion, a soutenu que le gouvernement du Parti québécois cherchait à provoquer un autre conflit avec le fédéral en brandissant cette menace d'une poursuite devant les tribunaux.

« C'est leur droit. Mais nous, on

leur dit pourquoi pas simplement ajouter à notre programme ? Il a toute la flexibilité voulue pour le faire », a déclaré M. Dion.

Le ministre a admis que le gouvernement fédéral pourrait se retirer de ce secteur à la demande de certaines provinces, mais il préfère maintenir sa présence afin d'assurer un minimum de services à tous les Canadiens.

« C'est certain que le gouvernement fédéral pourrait se retirer et laisser une province le faire. Mais nous, on trouve préférable que tous les citoyens du pays aient ce droit de base et si une province veut ajouter, cela peut très bien se faire. (...) Ils sont en train de vouloir à tout prix faire une chicane alors qu'on pourrait travailler ensemble de façon plus positive que de se traîner en cour », a soutenu le ministre.

À l'heure actuelle, le congé parental du gouvernement fédéral permet à l'un ou l'autre des conjoints d'empocher 55 % de son salaire jusqu'à concurrence de 413 dollars par semaine pendant un an.

Depuis 1999, Québec propose un régime plus généreux — le salaire maximum assurable serait de 52 000 \$ au lieu de 39 000 \$ dollars prévus par le programme fédéral — qui couvrirait les milliers de travailleurs autonomes.

Dans le but de financer son propre régime, Québec réclame d'Ottawa depuis 1999 qu'il lui verse près de 600 millions, équivalant à la contribution des travailleurs québécois à la caisse de l'assurance-emploi.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a soutenu que Québec avait raison de réclamer cette somme pour financer un programme plus généreux.

« Je pense que l'on doit agir. On vit dans le passé. Les travailleuses autonomes ou les travailleurs autonomes n'auront pas droit à ce congé. Or, de plus en plus, il y a des travailleurs autonomes dans notre société », a dit M. Duceppe, qui accuse le fédéral d'être davantage préoccupé de sa visibilité au Québec que du sort des jeunes ménages.

# La Sienna 2002

# Une offre irrésistible.

## La Sienna 2002

La CE Plus inclut :

- Accueil sans clé (nouveau pour 2002)
- Glaces, verrous et rétroviseurs assistés
- Moteur de 3 litres et 210 ch
- Témoin de basse pression des pneus
- Climatiseur jumelé
- Régulateur de vitesse
- Radiocassette AM-FM avec CD
- Freins antiblocage

Location de

# 329 \$\*\*

par mois, 48 mois

Financement au détail de

# 3,9%\*

jusqu'à 36 mois



La mini-fourgonnette la plus sécuritaire jamais testée par l'I.I.H.S.†

# TOYOTA

1 888 TOYOTA-8  www.toyota.ca

# SIENNA

Plans de location et de financement de Toyota Crédit Canada Inc. Approbation du crédit requise. \*Exemple de financement : 20 000 \$ à un taux de financement de 3,9 % par année. Paiement mensuel de 589,59 \$ pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 1 125,24 \$. Coût total du prêt de 21 125,24 \$. Immatriculation, assurance et taxes en sus. \*\*En fonction d'une location-bail de 48 mois et d'un taux de location de 5,9 % sur la Sienna CE Plus (modèle BR12EM-B) avec acompte de 5 119 \$ ou échange équivalent. Premier paiement et dépôt de garantie de 400 \$ exigés au moment de la livraison. Coût total de la location de 20 907 \$ et prix de l'option d'achat de 14 374 \$ basés sur un maximum de 96 000 kilomètres. Des frais de 0,10 \$ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire, s'il y a lieu. Basé sur un PDSF de 29 335 \$. La location inclut un maximum de 1 245 \$ de frais de transport et de préparation. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Offres valables sur tous les modèles Sienna CE Plus 2002 neufs, loués ou achetés avant le 31 décembre 2001. Le concessionnaire peut louer/vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota participant pour plus de détails. †Basé sur les essais de l'Insurance Institute for Highway Safety (I.I.H.S.) des É.-U. en 1998 pour les collisions frontales déportées à 40 %, à 40 mi/h. Pour obtenir les résultats complets des tests, visitez www.highwaysafety.org. Votre concessionnaire Toyota est fier de commander les Jeux olympiques spéciaux et le programme La classe verte Toyota Evergreen.

TOUS LES VEHICULES COMPRENNENT :  
L'assistance routière  
Un plein réservoir d'essence  
Des tapis protecteurs

TOYOTA | EVERGREEN  
LA CLASSE VERTE

TOYOTA | EVERGREEN  
LA CLASSE VERTE

# Les ministres Cauchon et Coderre prendraient du galon

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Désirant donner un nouveau souffle à son gouvernement un an après sa réélection, le premier ministre Jean Chrétien prépare un remaniement de son cabinet qui pourrait avoir lieu dès le 13 décembre ou d'ici la fin du mois de janvier au plus tard.

L'ampleur de ce remaniement alimente la machine à rumeurs depuis quelques jours dans la capitale fédérale à un point tel que même certains ministres attendent avec impatience le sort que leur réservera le chef du gouvernement libéral.

Depuis qu'il a pris le pouvoir en 1993, M. Chrétien s'est toujours montré réfractaire à l'idée d'effectuer de gros changements dans son équipe ministérielle. En fait, la dernière fois qu'il a apporté d'importantes modifications à son cabinet remonte à 1999. « Tout le monde est un peu sur le qui-vive par les temps qui courent. Le remaniement pourrait être gros tout comme il pourrait être modeste. Tout dépendra de l'humeur du patron », a déclaré hier un ministre qui a requis l'anonymat.

Selon les informations qui circulent à Ottawa, quatre ministres profiteraient de ce remaniement



Denis Coderre

pour annoncer leur retraite, trois autres seraient démis de leurs fonctions en raison de leur piètre performance et cinq députés obtiendraient une promotion.

Le vice-premier ministre Herb Gray, élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1962, le ministre des Transports David Collenette, le ministre des Travaux publics Alfonso Gagliano, et le ministre des Anciens combattants Ron Duhamel, songeraient à quitter la

vie politique. M. Gray pourrait être nommé au poste de lieutenant-gouverneur de l'Ontario, qui deviendra vacant en janvier, M. Collenette deviendrait le prochain haut-commissaire à Londres, tandis que M. Gagliano représenterait le gouvernement canadien au Vatican, toujours selon les rumeurs qui circulent à Ottawa.

M. Gagliano, qui tente depuis des mois de mettre fin aux rumeurs l'envoyant en Italie, est aussi le lieutenant politique de M. Chrétien au Québec et l'organisateur en chef du parti dans la province. Son départ pourrait conduire le premier ministre à confier le poste de lieutenant politique à Martin Cauchon, le ministre du Revenu et des Douanes, et la responsabilité de l'organisation à Denis Coderre, le ministre d'État au Sport amateur. MM. Cauchon et Coderre sont parmi les ministres les plus fidèles de M. Chrétien au Québec et sont perçus comme deux étoiles montantes au sein du cabinet.

M. Chrétien songerait à congédier la controversée ministre du Multiculturalisme, Hedy Fry, et le secrétaire d'État aux Institutions financières, Jim Peterson, et les remplacerait respectivement par Stephen Owen, un ancien ombudsman de la Colombie-Bri-



Martin Cauchon

tannique, et John McCallum, ancien économiste en chef de la Banque Royale. Considéré comme le maillon faible du cabinet dans la lutte contre le terrorisme, le solliciteur général Lawrence MacAulay pourrait terminer sa carrière politique au Sénat. Martin Cauchon pourrait remplacer M. MacAulay ou être nommé à la Justice en remplacement d'Anne McLellan, qui désire avoir de nouvelles responsabilités. Entre autres possibilités,

M<sup>me</sup> McLellan pourrait aboutir à la Santé à la place du ministre Allan Rock.

Candidat potentiel à la direction du parti, M. Rock aurait exprimé le souhait d'être muté au ministère du Patrimoine, un poste qu'occupe actuellement Sheila Copps. M. Rock, qui s'est retrouvé dans l'embarras récemment après que son ministère eut commandé des comprimés génériques auprès de la société Apotex pour se préparer à une éventuelle attaque bioterroriste, enfreignant ainsi la Loi sur les brevets pharmaceutiques, voudrait de nouvelles responsabilités afin de remettre sa campagne à la direction sur ses rails. M<sup>me</sup> Copps, qui compte aussi se présenter dans la course éventuelle à la direction du parti, pourrait remplacer Jane Stewart à la tête du ministère du Développement des ressources humaines. M<sup>me</sup> Stewart obtiendrait dans ce jeu de chaises musicales le ministère des Transports de David Collenette.

M. Chrétien n'aurait pas l'intention de confier de nouvelles tâches aux autres ministres influents du cabinet qui aspirent à le remplacer à la tête du Parti libéral tels que Paul Martin (Finances), Brian Tobin (Industrie) et John Manley (Affaires étrangères).

# Le projet C-42 ramène le spectre de la Loi sur les mesures de guerre

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le fantôme de la Loi sur les mesures de guerre s'est encore une fois montré hier aux Communes lorsque le gouvernement a reconnu que son nouveau projet de loi sur la sécurité publique (C-42) permettait de créer des zones de sécurité militaires non seulement là où il y a nécessité de protéger des équipements militaires mais aussi là où se tiendraient de grandes rencontres internationales telles que le prochain sommet du G8 à Kananaskis en Alberta l'été prochain.

Avant-hier, des fonctionnaires du Conseil privé avaient également donné pour exemple d'une possible application de cette loi le Som-

met des Amériques qui s'est tenu à Québec le printemps dernier.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a alors reproché au ministre de la Défense, Art Eggleton, de n'avoir pas tout dit sur la future loi, d'avoir caché le fait que, si la loi avait été en vigueur lors du sommet de Québec, le Vieux-Québec et l'Assemblée nationale auraient pu être déclarés « zone de sécurité militaire », et cela sans la permission du gouvernement québécois. Le ministre a répété que « l'intention » de la loi était de protéger les biens militaires canadiens ou ceux des alliés lorsqu'ils ne se trouvent pas sur une base militaire.

« La loi permet aussi, a ajouté Art Eggleton, dans des circonstan-

ces où la police a besoin d'aide, d'intervenir. Cette intervention peut se faire dans une zone où se déroule une rencontre. Comme je l'ai indiqué, quelque chose comme Kananaskis. Cela peut englober aussi une centrale nucléaire. »

Gilles Duceppe s'est inquiété de ce que le ministre ait mis de l'avant ses « intentions » quant à l'interprétation de la loi plutôt que de s'en être tenu au libellé du projet. « Je ne lui demande pas de nous dire ses intentions et ce qu'il a dans le coco, a-t-il lancé en Chambre, mais ce qu'il y a dans la loi. »

Le ministre de la Défense a cependant semblé ébranlé par les récriminations de l'opposition qui a souvent affirmé ces derniers jours

que le projet C-42 allait beaucoup plus loin que la Loi sur les mesures de guerre qui avait permis l'occupation du Québec par l'armée canadienne en 1970, lors de la crise provoquée par le FLQ. M. Eggleton a déclaré aux Communes et ensuite aux journalistes que de toute façon le projet de loi allait être discuté en comité et que des changements étaient possibles. « J'ai aussi l'intention de consulter les provinces sur cette question », a-t-il ajouté.

Selon l'opposition, le projet de loi sur la sécurité publique non seulement donne au ministre les pleins pouvoirs pour décréter seul une « zone de sécurité militaire », mais il autorise également la « suspension des droits des citoyens ».

Lundi dernier, la ministre de la Justice, Anne McLellan, avait rassuré le député néo-démocrate Bill Blaikie en lui disant que C-42 n'avait pas d'intentions cachées et qu'il ne servirait pas à permettre le bouclage par l'armée de Kananaskis lors du prochain sommet du G8. Hier, a souligné M. Blaikie, le ministre de la Défense a contredit M<sup>me</sup> McLellan.

« C-42 nous entraîne du côté de la vieille Loi des mesures de guerre ! » a alors protesté le député de la coalition PC/RD Chuck Strahl. « Cela nous ramène à l'époque où les ministres ont pris des décisions unilatérales qui ont touché aux droits fondamentaux des Canadiens. »

**1 JOUR SEULEMENT**

Achetez directement du fabricant  
**MEUBLES AUTHENTIKA**  
Enfin le style français au Canada

Prix régulier 3 126 \$

sofa et causeuse en cuir  
1 499 \$ quantité limitée  
PAYEZ DANS 1 AN !

Élégance et confort  
Très grand choix de couleurs  
Cuir de qualité supérieure

Modèle non illustré

**DIMANCHE 2 DÉCEMBRE DE 10 H À 17 H**

472, boul. Rolland-Therrien, Longueuil (450) 679-9406 Sans frais 1 877 341-0777  
(Route 132 sortie Rolland-Therrien) Fermé samedi, ouvert dimanche de 10 h à 17 h. LIVRAISON PARTOUT AU QUÉBEC

**Liquidation Spéciale**

**Tapis persans**

EMBARGO COMMERCIAL IRAN — États-Unis

En raison de l'embargo commercial, une grosse cargaison de tapis destinée normalement aux collectionneurs de New York et Los Angeles a été confiée à Heriz Persian Rugs pour liquidation immédiate au public. Tous les genres (Qum soie, Tabriz, Nain, Kashan, tapis tribaux, etc.) et toutes les dimensions, de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et tapis de passage jusqu'à 22 pi de longueur.

**Tous les tapis vont de 100 \$ à 1 800 \$**

Premiers arrivés, premiers servis

**VENDREDI 30 NOVEMBRE — 13 H À 19 H**  
**SAMEDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE — 11 H À 18 H**

**Hôtel Ruby Foo's**  
7655, boul. Décarie  
Montréal QC (514) 731-7701

**loto-québec résultats**

**649** Tirage du 2001-11-28

GAGNANTS	LOTS
6/6	1
5/6+	4
5/6	233
4/6	12 131
3/6	240 483

01 21 29 42 45 47  
Numéro complémentaire: 08

Ventes totales: 15 082 016 \$  
Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$

**449** Tirage du 2001-11-28

GAGNANTS	LOTS
6/6	0
5/6+	2
5/6	12
4/6	964
3/6	18 786

10 12 15 24 46 48  
Numéro complémentaire: 18

Ventes totales: 572 259,50 \$

**PANCO** Tirage du 2001-11-29

03	12	15	18	19	22	24	34	38	39
45	51	52	54	55	56	60	62	65	68

**Extra** Tirage du 2001-11-29

3 701 4 5558 NUMÉRO: 962509

**Extra** Tirage du 2001-11-28

NUMÉRO: 175741

**Le jeu doit rester un jeu**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

T V A, LE RÉSEAU DES TIRAGES DE LOTO-QUÉBEC

**CONCORD**

la scala™ steel  
www.concord-watch.com

**BIRKS**  
TEMPS . depuis 1879

1240, Square Phillips 397-2511 • Centre Rockland  
1 800 682 2622 www.birks.com

VEUILLEZ JOINDRE ET EXPÉDIER AVEC VOTRE DON DÉS MAINTENANT

**Joyeux Noël?**

1,97\$: un repas complet... et l'occasion de changer une vie.

Soyons honnêtes. Pour un sans-abri, un joyeux Noël est peu probable cette année. Et l'année prochaine? Un joyeux Noël est vraiment possible...avec votre aide.

Avec seulement 1,97\$, vous pouvez procurer un repas chaud et nourrissant ou un abri sûr, des vêtements propres ou une un soutien moral qui pourraient changer une vie. Vous pouvez faire en sorte que l'année prochaine — et celles qui suivront, il y ait vraiment de joyeux Noël!

Vous pouvez changer une vie, pour de bon. Faites un don généreux dès maintenant.

19,70\$ pour aider 10 personnes  39,40\$ pour aider 20 personnes  
 59,10\$ pour aider 30 personnes  78,80\$ pour aider 40 personnes  
 197\$ pour aider 100 personnes ou offrir d'autres services essentiels  
 \$ pour aider autant de personnes que possible

Pour porter à votre carte de crédit, prière d'appeler au (514) 523-5288

LA MISSION BON ACCUEIL  
C.P. 894, Succ. St-Jacques, Dépt. 53571Nom \_\_\_\_\_  
Montréal, QC H3C 2V8  
Située au :  
1490 rue Saint-Antoine ouest  
www.mbawhm.com

Adresse \_\_\_\_\_ App. \_\_\_\_\_  
Ville/Prov./Code postal \_\_\_\_\_  
Téléphone (\_\_\_\_) \_\_\_\_\_  
Courriel \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

Les coûts mentionnés sont une moyenne et comprennent les frais de préparation et de service des repas. Un reçu pour fins d'impôt vous sera expédié. Numéro d'enregistrement d'organisme de charité: BN10819 5215 RR0001.

**NOTRE 109<sup>e</sup> ANNÉE DE SERVICE À MONTRÉAL**

REPORTAGE PUBLICITAIRE

Parce que j'aime **ça!**

Année internationale des bénévoles 2001 au Québec

Québec fcaBq La Presse

Ne manquez pas ce cahier spécial demain dans

## MONDE

## Plus de 1000 morts dans l'Intifada

d'après AFP

**JÉRUSALEM** – Le bilan de 14 mois d'Intifada a atteint hier 1000 morts et d'autres actes de violence, dont un attentat suicide d'un kamikaze palestinien dans un autobus, dans le nord d'Israël, a porté le total à 1006.

La millième mort est survenue alors que des émissaires américains étaient en tournée au Proche-Orient pour tenter de relancer le dialogue et mettre fin à la violence entre Palestiniens et Israéliens.

Un Palestinien a été tué devant un barrage militaire israélien près de Naplouse, au nord de la Cisjordanie, devenant ainsi le 1000<sup>e</sup> mort depuis le début de l'Intifada, le 28 septembre 2000.

La spirale de violence a fait près de 800 victimes palestiniennes et 193 morts israéliens, victimes de tirs, explosions ou bombardements, selon un décompte effectué par l'AFP.

Dans ce conflit, qui a totalement paralysé le processus de paix, lancé il y a huit ans, l'armée israélienne a utilisé des chasseurs de combat, des chars, des objets piégés, des unités spéciales et des hélicoptères de combat.

De leur côté, les groupes extrémistes palestiniens ont fait appel à des kamika-

zes, des voitures piégées, des attentats suicide et des attaques perpétrées par des hommes armés pour frapper Israël en plein cœur.

Depuis son déclenchement, les images des instants les plus tragiques de l'Intifada ont fait le tour du monde par l'intermédiaire de la télévision. On se souvient notamment du jeune Mohamed al-Durra, Palestinien de 11 ans, mort accroupi près d'un mur aux côtés de son père qui tentait désespérément de le protéger des tirs. Mohamed est mort deux jours après le début du soulèvement. Autre image terrible reprise sur tous les écrans : le lynchage, le 12 octobre 2000, de deux soldats israéliens à Ramallah, en Cisjordanie, par une foule de Palestiniens en colère.

Le 17 janvier 2001, Ofir Rahum, un Israélien âgé de 16 ans originaire de la ville d'Ashkelon, au sud de Tel-Aviv, s'était rendu à un rendez-vous galant à Jérusalem, donné par une jeune femme par l'Internet. Elle l'avait alors attiré dans un guet-apens en Cisjordanie où trois Palestiniens l'avaient assassiné.

Le 26 mars, un bébé de 10 mois d'une famille de colons de l'implantation juive installée dans la ville palestinienne de Hébron est tué par des tirs de franc-tireurs. Deux mois plus tard, le 7 mai, un bébé palestinien de 4 mois, Iman Hajjour, est tué à Khan Younès, une localité de la bande de Gaza, par des bombardements israéliens.

Deux jours après, on retrouve dans une grotte non loin de chez eux les corps de deux habitants de la colonie juive de Teqoa, en Cisjordanie, âgés de 14 ans, qui avaient été tués à coups de pierres.

L'attaque qui a fait le plus grand nombre de morts est celle du 1er juin, quand un jeune kamikaze du groupe extrémiste palestinien Hamas a fait exploser dans une discothèque de Tel-Aviv une charge qu'il portait contre lui, tuant 21 personnes.

Israël a répliqué en tuant un dirigeant politique du Hamas, Jamil Mansour, lors d'une attaque au missile contre son bureau le 31 juillet. L'attaque a fait sept autres morts. Le Hamas a riposté en envoyant dans un restaurant de Jérusalem un kamikaze qui a fait exploser une charge, tuant 15 personnes.

Le 22 novembre, cinq enfants palestiniens âgés de 6 à 14 ans se rendant à l'école à Khan Younès sont tués par l'explosion d'un autobus de char israélien qui n'avait pas explosé au moment du tir.

Le nombre de victimes inclut seulement les morts liées directement à la violence. Il exclut les Palestiniens tués par des inconnus ou exécutés pour collaboration, ainsi que ceux qui sont morts aux barrages israéliens en tentant de se rendre dans des centres hospitaliers pour y être soignés.

Plusieurs milliers de personnes ont en outre été blessées depuis le début de l'Intifada.



EXPRESS INTERNATIONAL

## États-Unis | Test antimissile demain

UN CINQUIÈME essai d'interception de missile dans le cadre du projet de bouclier américain aura lieu demain, a annoncé hier le contre-amiral John Stufflebeem, porte-parole du Pentagone. Ce test doit consister en l'interception au-dessus du Pacifique d'une tête de missile par un missile intercepteur lancé de l'île Kwajalein dans les îles Marshall. « Ce sera la réplique du test mené en juillet », avait expliqué récemment un porte-parole du Pentagone. Le ministère de la Défense avait alors réussi son expérimentation grâce à un intercepteur tiré de la base de Vandenberg en Californie. Les trois autres essais réalisés depuis le lancement du projet s'étaient soldés par une réussite (octobre 1999) et deux échecs, en janvier et en juillet 2000.

— d'après AFP

## Népal | Coca-Cola attaquée

UNE USINE de Coca-Cola, symbole emblématique des États-Unis, a été hier la première cible des rebelles maoïstes népalais dans la capitale depuis l'instauration lundi dernier de l'état d'urgence. Deux bombes ont explosé à cinq minutes d'intervalle dans un complexe industriel de Balaju, banlieue de la capitale népalaise, causant d'importants dégâts matériels mais sans faire de victime, ont indiqué les responsables du ministère de l'Intérieur. Selon les observateurs, les maoïstes ont voulu provoquer les États-Unis, qui soutiennent le régime de Katmandou dans sa lutte contre les rebelles. Mardi et mercredi, l'armée a pour la première fois lancé des opérations terrestres et aériennes contre la rébellion qui a fait plus de 2000 morts depuis son déclenchement en 1996. — d'après AFP

## France | Chirac en tête

LE CHEF de l'État français, Jacques Chirac (droite), arriverait en tête du premier tour de l'élection présidentielle d'avril 2002 avec 27 % des intentions de vote, contre 22 % pour le premier ministre socialiste Lionel Jospin, selon un sondage SOFRES/LCI diffusé hier. Aucun autre candidat ne franchit la barre des 10 %. Jean-Marie Le Pen (extrême droite) est en troisième position avec 9 %, devant l'ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement Jospin, Jean-Pierre Chevènement (8 %). Au second tour, Chirac l'emporterait avec 51 % contre 49 % pour Jospin. — d'après AFP

## Guinée | Élections reportées

LE GOUVERNEMENT guinéen a annoncé jeudi soir le report sine die des élections législatives qui étaient prévues pour le 27 décembre. Elles devaient avoir lieu en 2000 et ont été reportées à plusieurs reprises. Dans un communiqué diffusé par la radio-télévision nationale, le ministre de l'Administration du territoire et de la Décentralisation, Moussa Solano, a déclaré que ce report permettrait de « poursuivre et renforcer » la concertation entre les partis politiques et le département chargé de l'organisation des élections. Il permettra aussi de mettre en place un organe de supervision des élections. — d'après AFP

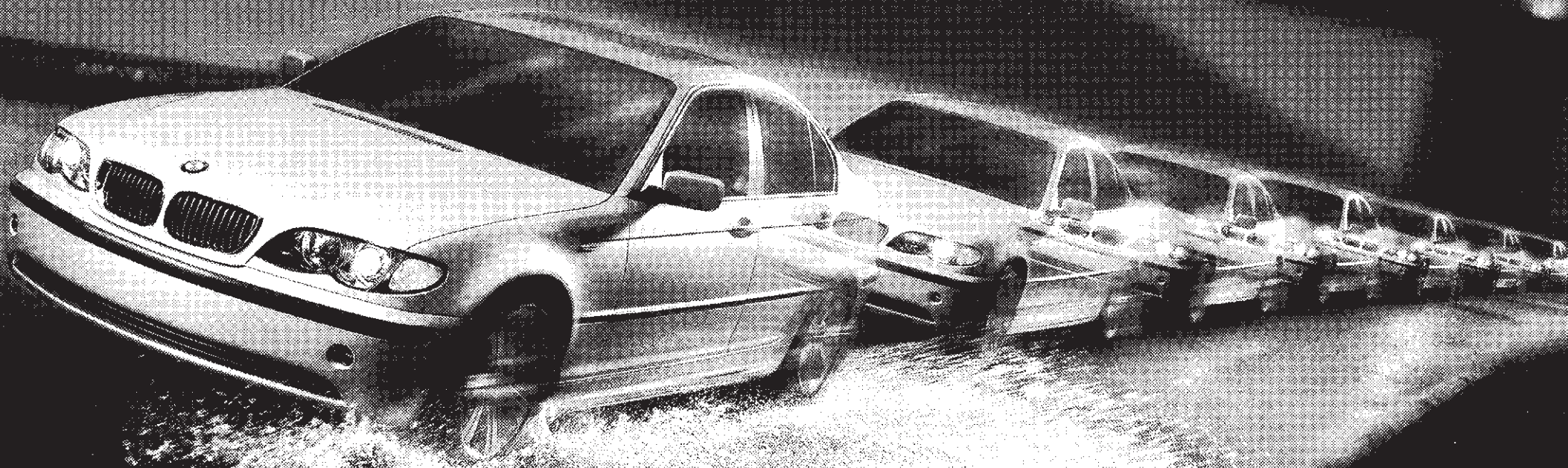
Évacuation  
manu militari

L'évacuation musclée mercredi du siège du Parti communiste chilien (PCCCH) par quelque 300 carabiniers fortement armés a fait 20 blessés. Quarante personnes ont de plus été arrêtées, dont la secrétaire générale du PCCCH, Gladys Marin. Hier, le directeur général des carabiniers, le général Alberto Cienfuegos, a ordonné la destitution du colonel Sergio Garcia, responsable de l'opération. Le président chilien, Ricardo Lagos, a fait part de son mécontentement. « L'opinion publique a vu des images qui sont des images d'autres époques », a-t-il dit en faisant allusion à la dictature de Pinochet. L'évacuation du siège du PC a été ordonnée par un tribunal.



Photo REUTERS

Toute voiture connaît son heure de gloire.  
Avec celle-ci, vous en vivrez des milliers.



La nouvelle BMW Série 3. Purement BMW.

La nouvelle BMW Série 3

Renseignez-vous sur la formation de conduite BMW

www.bmw.ca 1 800 657-6678



Le plaisir de conduire.

# Forum

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
GUY CREVIER > Président et éditeur  
MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
PHILIPPE CANTIN > Directeur de l'information ANDRÉ PRATTE > Éditorialiste en chef

## L'histoire à toutes les sauces



MICHÈLE OUIMET

michele.ouimet@lapresse.ca

Les méchants d'un bord et les bons de l'autre. Des Canadiens anglais cruels, haineux et sans scrupule et des Québécois francophones opprimés, exploités et incompris. Un portrait noir et blanc, brutal et sans nuance. On peut résumer ainsi le pavé du journaliste Normand Lester, *Le Livre noir du Canada anglais*, qui lui a valu d'être suspendu avec solde par son employeur, Radio-Canada.

Pour appuyer sa thèse, Lester fait appel à tout ce qu'il y a de plus francophobe au Canada. Il cite de longs extraits de la journaliste Diane Francis, Bill Johnson, Mordecai Richler. Et il complète le tout avec des phrases de son cru qui ne font pas dans la dentelle mais plutôt dans le gros sabot. « Nourris pendant des années par les médias et les leaders d'opinion anglophones, écrit-il, les préjugés haineux envers les Québécois sont maintenant intériorisés et font partie du bagage culturel de la majorité canadienne-anglaise. »

La majorité canadienne-anglaise. Rien de moins. Comme si le Canada se résumait aux élucubrations racistes de Diane Francis et autres *columnists* en mal de copie. Comme si le Québec n'avait pas ses propres Diane Francis.

À l'autre bout du spectre, il y a les *Minutes du patrimoine*. Le livre de Lester se veut d'ailleurs une réponse à cette vision javellisée de l'histoire qui nous offre des capsules dégoûtantes de complaisance. Là encore, on prend des faits et on les interprète. Lester chausse des lunettes noires, les *Minutes du patrimoine*, elles, portent des lunettes rose bonbon.

Au milieu, se trouve la série *Le Canada, une histoire populaire*, diffusée à Radio-Canada. Cette superproduction de 25 millions tente de raconter une seule et même histoire pour tous les Canadiens. Mission impossible qui a fait sombrer les émissions dans un ennui mortel.

Au Québec, la série est vue comme une tentative de forger une identité nationale d'un océan à l'autre. Le rédacteur en chef, Mario

Cardinal, défend son bébé bec et ongles. Pour lui, le contenu repose sur une recherche objective et les faits sont rigoureusement exacts. Bref, l'histoire n'est pas utilisée comme une arme.

Comment explique-t-il alors qu'en plus des 30 heures de diffusion, Radio-Canada offre aux enseignants du primaire, du secondaire et du cégep des guides pédagogiques très détaillés... et gratuits. Mais de quoi se mêle Radio-Canada? N'importe qui ne peut pas se mettre à écrire un programme qu'il essaie ensuite de refiler aux écoles. L'éducation est de compétence provinciale et les programmes sont conçus par des spécialistes.

Il existe au Canada un lobby qui essaie de vendre l'idée d'un programme national uniforme d'histoire. Ce lobby est alimenté, entre autres, par le Dominion Institute. Cet organisme très feuilleté d'érable a publié, à la mi-octobre, un sondage qui, oh! surprise, montre que la vaste majorité des Canadiens souhaitent que tous les élèves reçoivent la même formation en histoire.

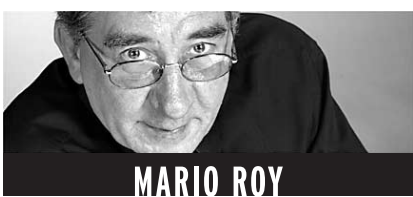
Le Dominion Institute pousse plus loin son idée en affirmant que le gouvernement fédéral doit jouer un rôle important dans la mise sur pied des standards nationaux. Une idée aberrante. Tant qu'à y être, pourquoi ne pas nommer Sheila Copps responsable du programme. L'histoire est une science, pas un fourre-tout idéologique.

Les Canadiens anglais et les Québécois francophones n'ont pas la même vision de l'histoire. Pour les uns, la Conquête de 1760 est une victoire, pour les autres une défaite. Ces différences sont normales.

L'histoire navigue entre plusieurs écueils. La tentation est grande de prendre les faits et de les arranger pour qu'ils servent une cause. Le Canada n'est pas le seul à avoir du fil à retordre avec son histoire. En Allemagne et au Japon, par exemple, la question de la Deuxième Guerre mondiale est délicate.

Bref, on peut faire dire n'importe quoi à l'histoire. Les pamphlets, les séries télévisées et même les capsules publicitaires amènent des visions différentes et alimentent un débat qui est loin d'être stérile. Mais entre les quatre murs d'une classe, les vendeurs du temple n'ont pas leur place.

## De Kaboul à Rome



MARIO ROY

mroy@lapresse.ca

Au regard des circonstances, l'affaire pourrait n'être qu'une mauvaise blague. Mais non, c'est la sidérante réalité: le Vatican s'en est pris récemment à l'ONU parce que, dans les camps de réfugiés où l'organisme agit, des contraceptifs — y compris des « pilules du lendemain » — sont mis à la disposition des femmes qui s'y trouvent. Cela pourrait causer « de la confusion morale et intellectuelle » et « promouvoir des comportements sexuels irresponsables », s'inquiète le Saint-Siège dans une communication destinée aux évêques.

Les camps de réfugiés les plus actifs étant actuellement ceux où s'amassent des Afghans, tout ça ne manque pas de piquant.

Les femmes afghanes, soumises pendant des années au régime intégriste le plus brutalement misogynique qui ait existé, devraient-elles en effet se retrouver en des lieux où, pour aggraver la misère, une autre autorité religieuse — dont elles n'ont peut-être jamais entendu

parler! — les priverait des secours les plus élémentaires?

On nage ici dans la mer de l'absurdité.

Car, il tombe sous le sens que la contraception est une stricte nécessité dans les camps davantage encore qu'ailleurs. On parle en effet d'endroits de détresse où, par définition, s'entassent des ressortissants provenant de pays souvent surpeuplés, en proie à la famine, au manque d'information et d'hygiène, possiblement en situation de guerre. Ce dernier point implique que les cas de viol ne sont pas rares, ce qui vient parfaire l'extrême misère physique et morale des femmes concernées.

L'ONU s'était intéressée à ce problème il y a deux ans, émettant alors des directives sur la disponibilité des contraceptifs dans les camps de réfugiés. Tout de suite, le Vatican avait fustigé cette politique en estimant, par exemple, qu'une grossesse résultant d'un viol pouvait être transformée en « acte d'amour » par la décision de la femme de la mener à terme...

Au moment où surgissent des questions sur les croyances et pratiques religieuses, l'attitude de Rome — où les femmes ne se bousculent pas plus dans les cercles du pouvoir qu'elles ne le faisaient à Kaboul sous les talibans — laisse extrêmement songeur.

## David chez le tailleur

Faut-il vêtir les sculptures lorsqu'elles représentent des corps nus? La question assaille un artiste ontarien, Michael Burtch, qui a coulé dans le bronze trois personnages d'athlètes destinés au complexe sportif de Sault-Sainte-Marie.

Des citoyens ont protesté. Depuis, le débat fait rage sur un mode rappelant la querelle engagée, il y a des années, autour de la question de savoir s'il faut habiller les ani-

maux! L'oeuvre de Burtch a pour l'instant été remise — apparemment en raison de problèmes d'ancrage — et le conseil municipal doit se pencher sur l'affaire.

Quant au sculpteur, il dit: « Le David de Michel-Ange aurait l'air stupide avec des pantalons » Sans doute. Mais pas davantage que l'éléphant en salopette qu'on a vu un jour défilé devant des ligues de vertu.

M. R.

TOUS LES MOYENS  
SONT BONS POUR  
SE DÉBARRASSER  
DE BEN LADEN



Serge.Chapleau@lapresse.ca

Droits réservés

## LA BOÎTE AUX LETTRES

### La vie n'a pas de prix

OÙ EST PASSÉ le débat éthique sur le clonage et la recherche embryonnaire?

Il y a maintenant 12 ans, je perdais ma mère à cause d'un cancer. Elle était trop jeune pour nous quitter, elle n'avait que 46 ans. Notre famille aurait tout donné pour la sauver. Quel est le prix d'une mère, d'une épouse, d'une sœur, d'une amie? Il n'y a évidemment pas de prix à la vie.

Les États-Unis sont prêts à donner 25 millions \$ pour capturer ben Laden, combien pensez-vous qu'ils paieraient pour sauver un président qui serait atteint par exemple de la maladie de Parkinson?

Il n'y a évidemment pas de prix à la vie humaine mais le clonage et la recherche embryonnaire soulèvent un débat éthique important. Alors que nos philosophes piétinent sur le débat et que les gouvernements des pays industrialisés annoncent moratoire sur moratoire, la science elle, avance à grands pas.

Et malgré le fait que l'on ne peut mettre un prix sur la vie, lorsque la science pourra guérir ce qui était auparavant inguérissable à partir de pièces détachées humaines, certaines vies vaudront plus que d'autres. Le débat philosophique sera clos. Il y aura un prix à payer pour la vie des uns et la mort des autres.

ÉRIC DEXTRAZE  
Aylmer

### Les proprios ont aussi droit à la justice

SI NOUS AVONS une crise du logement, c'est le fait que les petits propriétaires ne sont pas protégés contre certains locataires qui changent de loyer lorsqu'ils sont expulsés pour non paiement et vont ailleurs recommencer leur manège.

Les petits locataires qui triment pour garder leur maison n'ont aucun recours contre ces voleurs. Même s'ils les retrouvent, ils sont insaisissables. Bénéficiant de l'aide sociale, ils sont à l'abri de tout. Les petits propriétaires ne peuvent se permettre de perdre des revenus. Ils doivent faire face à leurs nombreuses obligations financières.

Dans les conditions actuelles, il n'est pas avantageux de construire des logements. Je n'investirais assurément pas dans un type de produit sur lequel je n'ai aucun contrôle. La seule façon de régler ce problème serait que le gouvernement perçoive à même le chèque d'aide sociale le loyer des mauvais payeurs afin que justice soit faite pour tous.

Pour cela, ça prendrait un gouvernement qui a des couilles. Espérons qu'un jour nous aurons les personnes fortes à Québec pour diriger et prendre les décisions qui s'imposent.

GILLES DESROCHERS  
Chambly

### Bon gouvernement?

FACE AUX sondages sans équivoque qui disent au gouvernement Landry que l'option séparatiste n'est pas au goût du jour et que tout référendum en ce sens ne serait pas gagnant, le gouvernement péquiste doit trouver une alternative populaire s'il veut demeurer au pouvoir lors des prochaines élections.

Il voudra donc reprendre l'approche d'autrefois, celle du « bon gouvernement » qui avait bien servi les séparatistes et leur chef de l'époque, René Lévesque.

Mais René Lévesque avait beaucoup plus de charisme auprès des électeurs québécois que n'en a Bernard Landry. Quant au bilan de bon gouvernement, celui de René Lévesque apparaissait grandement moins pénible que celui que pourra nous présenter Bernard Landry.

Qu'on regarde du côté de la santé; la gestion des hôpitaux, la disponibilité des lits et des médecins, le manque d'infirmiers et de personnel de laboratoire. Les statistiques démontrent que le Québec investit moins que les autres provinces dans le secteur de la santé.

Qu'on regarde du côté de l'éducation; un haut taux de décrochage chez les jeunes du secondaire, des enseignants qui se disent surchargés et surmenés,



Bernard Landry

des ratés au niveau de la performance de nos universités.

Si l'on donne foi aux plus récents sondages, les électeurs québécois ont déjà la ferme intention de se débarrasser du « bon gouvernement » Landry.

ANTOINE NORMAND  
Aylmer

### Où étaient les « bons pères de famille »?

EN LISANT l'article dans *La Presse* du 29 novembre traitant des cancers qui ont affecté 18 employés du laboratoire de l'hôpital Sainte-Justine, où 15 d'entre elles et eux sont décédés des suites de leur maladie, j'ai senti un vent de révolte monter en moi. Je me suis demandé comment il se faisait qu'on ait laissé cette situation aller jusque là? Je me suis dit qu'après 2, 3 et 4 décès dans le même département il aurait fallu réagir avec plus d'empressement.

Il me semble qu'en constatant que tant des membres du laboratoire deviennent malades qu'il y a un lien de cause à effet qui devrait se faire immédiatement de la part des dirigeants du département et de l'hôpital?! Peut-être nous manque-t-il des informations pour apprécier ce qui s'est vraiment passé, mais à la lueur des résultats — 18 cancers et 15 décès — il semble évident que quelqu'un n'a pas agi en « bon père de famille », soit en dirigeant soucieux du bien-être et de la sécurité de ses employés.

CLAUDE BARRON  
Montréal

### Rien n'existe ou quoi!

UN PEU IRRITÉE de notre réalisme quant au père Noël, Peter Pan et Harry Potter, ma petite-fille de six ans s'est exclamée « Rien n'existe ou quoi! » Ce qui la désole le plus c'est qu'on ne puisse pas voler dans le ciel. Et moi je n'ai pas osé lui demander si elle voyait là un moyen de s'échapper des tours en feu.

Non, non. Peut-être qu'elle ne sait pas et j'aime autant pas... De toute façon, le monde va changer.

Depuis « les tours », les adultes ont vraiment compris qu'il faut plus d'équité dans le monde, que la lutte au terrorisme doit nécessairement inclure la lutte contre la pauvreté.

Le premier ministre, le chef du cabinet de guerre, M. Manley et le ministre des Finances, M. Martin ont tous promis que l'aide internationale augmenterait. Il n'ont pas dit ça pour avoir l'air fou après.

La ministre Maria Minna, à la barre de la coopération internationale, s'est engagée à ce que l'aide canadienne sauve 500 000 vies par année et, ma foi, il y a des progrès en ce sens. Le Canada est le chef de file dans le financement de la vitamine A qui peut sauver jusqu'à 200 000 vies par année parce qu'elle augmente les défenses contre la rougeole et la diarrhée. Aussi, le Canada a été le premier à contribuer au Fonds de lutte contre la tuberculose, maladie qui tue près de deux millions de personnes par année.

Tout ça contribue à réaliser les objectifs du millénaire, solennellement endossés par presque tous les chefs d'État. Bon, ça traîne côté Alliance mondiale pour la vaccination et c'est sûr qu'on peut faire plus contre le sida qui à chaque jour tue autant de personnes que « l'incident des tours ». Que voulez-vous, ce n'est pas facile de tout faire avec un budget d'aide qui a été réduit de moitié en dix ans en termes de pourcentage du produit national brut.

Mais moi j'ai hâte au 10 décembre. Ça ne doit pas être pour rien que le budget fédéral sera déposé ce jour-là. Journée internationale des droits de la personne. C'est une manière de déclaration, non?

Les engagements des hommes et femmes d'État, ce n'est pas un conte de fées. Cela existe ou quoi?

PAMELA WALDEN-LANDRY  
Montréal



Paul Martin

## Forum

## A-t-on oublié le sida ?

Les attentats du 11 septembre ont fait un tort immense à la lutte contre le sida



**MARK A. WAINBERG**  
L'auteur est médecin et président sortant de l'International AIDS Society. Il est aussi professeur de médecine à l'Université McGill et directeur au Centre SIDA de l'Université McGill à l'Hôpital général juif de Montréal.

AU COURS DES dernières semaines, le premier ministre Chrétien et d'autres personnalités canadiennes nous ont demandé de trouver des façons de démontrer notre solidarité envers les habitants de la ville de New York, à la suite de la tragédie du 11 septembre. Ces appels ont fait beaucoup de bruit et éveillé beaucoup d'attention. En effet, des milliers de Canadiens ont suivi le mot d'ordre et ont décidé de voyager à New York au cours du week-end qui commence. Ces personnes dépenseront des millions de dollars dans des restaurants de luxe ainsi que dans des hôtels afin de ranimer l'industrie du tourisme à New York et pour démontrer aux Américains que nous les épaulons dans la lutte mondiale contre le terrorisme.

Cela est une bonne chose. Mais, n'oublions pas que la journée du 1<sup>er</sup> décembre avait été choisie Journée internationale du sida bien avant que notre premier ministre ne décide de la partager avec une autre cause. Or, entre temps, le besoin de faire des progrès dans la lutte globale contre le sida ne s'est pas dissipé.

En fait, si nous en croyons les rapports récents des quotidiens, nous avons effectué plus de progrès dans la guerre contre le terrorisme que dans celle contre le sida. En effet, le nombre de personnes qui meurent de cette maladie chaque jour, dans le monde, soit 10 000 à 12 000, est trois fois plus important que celui des personnes qui sont mortes lors de l'attaque contre le World Trade Center. De plus, personne au Canada n'a contracté l'anthrax, et le nombre de décès à la suite de la maladie du charbon aux États Unis se limitera certainement à moins d'une dizaine, étant donné l'utilisation judicieuse des antibiotiques. Malgré cette réalité, il semble que personne ne se soucie plus du sida.

En fait, non seulement le monde est-il en train de perdre la guerre contre le sida, mais les attaques terroristes du 11 septembre ont fait plus de dommages à nos efforts pour contrôler l'épidémie. Le sida a été éloigné des pages importantes des quotidiens à travers le monde alors que, jusqu'à ce jour, notre arme la plus importante pour la prévention du VIH était la conscientisation. Une diminution de notre capacité à transmettre les messages sur la sexualité protégée et la responsabilité individuelle en cette période trouble mènera nécessairement à une augmentation de la propagation du VIH. Quels que soient les vrais motifs des terroristes du 11 septembre, ils ont fait plus de mal à la lutte contre le sida qu'à leur cible directe.

**La situation s'aggrave**

Les conditions connues qui favorisent la propagation du VIH sont les encombrements de populations et la pauvreté. Le climat actuel de terreur en Afghanistan a créé des migrations de masse et l'établissement de camps de réfugiés encombrés aux frontières de ces pays, particulièrement le Pakistan. Ceci ne peut qu'exacerber la propagation de



Une jeune prostituée indienne participait à une activité visant à sensibiliser les habitants de Calcuta aux dangers du sida. Un rapport de l'ONU révèle qu'en 1999, 310 000 personnes sont mortes du sida en Inde.

PHOTO REUTERS

l'épidémie en Asie, où le nombre de cas du VIH est resté bas en comparaison à l'Afrique. Néanmoins, le potentiel d'expansion explosive est illustré par le fait que l'Inde connaît plus de cas de VIH/sida que tout autre pays dans le monde, malgré son retard derrière le continent africain.

Malheureusement, le leadership politique dans ces pays qui ont été frappés durement par l'épidémie du sida, avec quelques exceptions notables, continue de manquer gravement. Ce n'est pas un secret que plus de 80 % des populations infectées au VIH dans le monde résident dans les pays du sub-Sahara africain. Plus de quatre millions d'Africains sont morts l'année dernière, et nous anticipons approximativement cinq millions de nouveaux cas au cours de l'année 2001. En comparaison, il est important de noter que les leaderships politiques en Ouganda, Sénégal, Brésil, et la Thaïlande se sont donné pour but de parler ouvertement et souvent de l'épidémie du VIH. Le résultat dans ces pays a été une réduction dramatique du nombre de nouveaux cas.

Il est primordial que les progrès dans la lutte au sida soient accomplis de la manière suivante :

> Implantation rapide de programmes pour l'achat de drogues anti-VIH chez les

manufacturiers (qui ont accepté de réduire de 90 % les coûts de ces produits pour l'Afrique) et de fournir gratuitement ces drogues aux personnes infectées ;

> Établissement d'infrastructures nécessaires pour offrir des soins de la santé et des médicaments dans les régions rurales et urbaines ;

> Augmentation de l'accès aux services de diagnostics qui sont essentiels pour l'administration clinique de la maladie du VIH ;

> Amélioration des programmes de conscientisation de la santé publique au niveau du VIH, des autres maladies transmises sexuellement ainsi que d'autres maladies telles la malaria et la tuberculose.

Un bon exemple du type de pays qui souffrira le plus des effets de l'épidémie du VIH au cours des années à venir est le Botswana où plus de 40 % de la population est infectée par le VIH. Ceci incluant un grand nombre d'employés formés qui travaillent dans les mines de diamants et d'or dans ce pays, le plus important segment de l'économie.

Qu'arrivera-t-il au Botswana si ces ouvriers habiles ne peuvent plus effectuer leurs tâches en raison de leur maladie ? Qu'arrivera-t-il aux compagnies minières si elles doivent entraîner des ouvriers de remplacement, sachant qu'il serait plausible que ces nouvel-

les recrues puissent elles aussi être infectées au VIH ? Il n'est pas surprenant que les dirigeants de ces compagnies aient revendiqué que le gouvernement du Botswana fournisse à leurs mineurs infectés des drogues anti-VIH gratuites.

Il est bien dommage qu'il ait fallu des considérations d'intérêts personnels et économiques pour éveiller ces industriels à l'effet que tout le monde est affecté par le VIH. Aujourd'hui, toutes les compagnies minières du Botswana et de l'Afrique du Sud ont mis sur pied des programmes d'éducation sur le sida.

Plusieurs scientifiques spécialistes du sida et de médecins ne pourront participer aux célébrations de solidarité de la ville de New York, parce qu'une conférence sur le développement de vaccins se tient ces jours-ci au Botswana et en Afrique du Sud. Or, pour beaucoup d'entre nous, il s'agit-là d'une plus grande priorité. Espérons aussi que demain, 1<sup>er</sup> décembre, quelques Canadiens envisageront qu'il est au moins aussi important de continuer à faire des dons pour la recherche sur le sida, les programmes d'accès aux médicaments contre le VIH, et la guerre internationale contre le sida, que de profiter de l'exquise expérience culinaire et culturelle de la ville de New York.

## « Je refuse le clonage humain »



**FRANÇOIS AUGER**  
Chercheur réputé, l'auteur est médecin et directeur du Laboratoire d'organogène expérimentale (LOEX), à l'Université Laval.

J'AI REFUSÉ, je refuse et je refuserai l'utilisation de cellules souches embryonnaires. Il en va de même pour le corollaire qui s'en suit, le clonage humain.

Je parle en mon nom seul, je ne représente que mon expérience de chercheur dans le domaine de la régénération tissulaire depuis plus de 15 ans. Mon seul but est d'aller droit aux enjeux auxquels notre société fait face et que plusieurs tentent d'occulter.

> Va-t-on permettre d'utiliser l'être humain comme une « matière » thérapeutique ?

> Sait-on que l'usage de cellules souches embryonnaires implique obligatoirement le clonage humain ?

> La thérapie génique qui altère notre bagage génétique est-elle acceptable ?

> Le marché de l'immortalité est-il comme tous les autres ?

> Sommes-nous condamnés à répéter les grands mythes gréco-romains sans prendre garde aux extraordinaires leçons qui y sont gravées depuis des millénaires ?

> L'État et les politiciens auront-ils enfin l'audace d'aller au devant des développements de la science biomédicale ?

Quant à moi, après un choix

éclairé, désiré et conséquent depuis plus de 10 ans, je demeure dans le « marché » de l'espoir de la vie. Sans elle il n'y a pas d'horizon acceptable pour les Canadiens. En effet, le prochain siècle sera celui de la biotechnologie avec ses vraies et ses fausses promesses. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que la biotechnologie biomédicale apporte et apportera des traitements remarquables. Mais la fin ne justifiera jamais les moyens.

En ce moment, plusieurs utilisent avec grande habileté des arguments, à première vue inattaquables, sur les plus tant émotifs que scientifiques et éthiques. Je ne connais que trop bien la souffrance et la déchéance que les diverses pathologies entraînent. Je ne suis pas insensible à leur cause et même à leur désespoir. Cependant, je répète que l'on ne doit pas créer une vie humaine afin de permettre à certains de vivre.

On nous annonce que les cellules souches embryonnaires mèneront rapidement à des traitements révolutionnaires. Voilà un autre raccourci par trop léger. Seules les cellules placées dans des sites isolés au plan immunologique pourraient mener à des traitements d'ici quelques années. De plus, cette notion de « sanctuaires » immunologiques est mise à mal à l'heure actuelle. Notre corps refuse obstinément les tissus et les cellules étrangers. En conséquence, les cellules souches embryonnaires ne trouveront leur plein potentiel que si le clonage humain a lieu. Ainsi, si l'on veut traiter l'individu, il faudra prendre un ovule de madame W et y introduire un noyau cellulaire de l'individu Y. Alors seulement les cellules

souches embryonnaires seront parfaitement compatibles au plan immunologique car l'on aura créé en laboratoire un « jumeau identique sur mesure ».

Voilà un passage obligé que l'on ne présente pas souvent clairement. Il faut aussi savoir que si l'on vante tant la totipotence des dites cellules, c'est bel et bien parce qu'elles mèneront, si la nature le permet, à un être vivant complet. Certaines sociétés industrialisées ont esquivé le problème de ce potentiel humain en déclarant qu'avant 14 jours il s'agit d'un paquet de cellules, puis dès le 15<sup>e</sup> jour un embryon...

**L'argument manufacturier**

Que penser aussi de l'argument « manufacturier » qui a cours lui aussi dans les corridors de la science. Ainsi, il n'est pas opportun de cloner l'être humain pour le moment car le taux de succès additionné aux erreurs de croissance est inacceptable. Trouvera-t-on là aussi un chiffre magique de succès garanti à 90 %, 95 %, 99 %... ! Encore une fois, je vois à mon grand regret une pensée utilitaire du vivant qui me dérange profondément. Les voix qui s'opposent à cette attitude existent partout mais je les entends plus clairement dans les pays à tradition catholique.

Il est de bon ton dans certains milieux de ridiculiser l'attitude du Vatican au sujet de l'aspect sacré de la vie humaine : il demeure toutefois que ce groupe de penseurs a au

moins une constante linéarité dans sa position qui est tout au moins inusitée dans notre monde où les valeurs bougent bien vite. La tendance lourde des intérêts socio-économiques a possiblement moins de prise sur eux. On peut l'apprécier ou le regretter mais

il semble bien que nos attitudes actuelles, quant aux sujets en titre soient subtilement affectées par cette réalité qui pourrait avoir des aspects subliminaux.

Un petit mot au passage quant à une sirène technologique qui a le dos large : on peut créer des cellules universelles. En d'autres mots leur enlever leur spécificité immunologique afin qu'elles puissent être le « joker » de la reconstruction cellulaire. Le futur me donnera peut-être tort mais on ne joue pas impunément avec Dame Nature. Si les cellules humaines ont depuis des millénaires des « plaques d'immatriculation », c'est que cela répond à un équilibre délicat entre le soi et non-soi. Je demeure persuadé, quoique les données scientifiques sont moins claires à ce sujet, que de réduire l'identité immunologique entraînera des anomalies régulatrices aux conséquences possiblement très graves. (ex. : cancer).

**Le mur de la mortalité**

L'avenir technologique est à nos portes. Il n'en tient qu'à nous de l'orienter avec sagesse. Alors qu'en est-il de l'immortalité ? Le grand rêve narcissique de l'être humain. Je vais vous décevoir : Nous allons

tous mourir. Il y a chez tout être humain un mur de la mortalité que je crois infranchissable.

Sachez que j'ai vu la profonde iniquité de la mort. En tant que médecin je veux repousser cette échéance mais encore une fois pas à n'importe quel prix. Il existe des alternatives thérapeutiques acceptables sur les plans moraux, éthiques, religieux et scientifiques qui rendront nos vies plus agréables. D'abord les cellules souches adultes qui servent déjà en génie tissulaire, leur nombre et leur potentiel se révèlent plus prometteur chaque année... que dis-je chaque mois.

D'autre part, le seul moment de votre existence où vous disposez de quelques cellules jeunes, énergiques et en surnombre c'est à votre naissance. Regardons le cordon ombilical d'un autre oeil : il recèle des trésors même peut-être la plus extraordinaire assurance biologique que l'on pourrait offrir aux petits humains. Ainsi les cellules du cordon ombilical de mon fils sont congelées pour « usage futur ».

Il demeure que cette technologie ne sera peut-être pas absolument efficace sur des périodes de plus de 30 ou 70 ans. Mais pourquoi ne pas placer les millions de dollars de clonage humain à ce niveau ? Je vous promets au moins quelques résultats excitants !

En conclusion, quelles que soient les nobles causes visées pour l'utilisation des cellules souches embryonnaires ainsi que pour l'utilisation du clonage humain, je suis persuadé que nous faisons fausse route si nous acceptons que la fin justifie les moyens.

# Des « sanctions intelligentes » contre l'Irak dans six mois

d'après AFP et AP

**NEW YORK — Le Conseil de sécurité des Nations unies a prorogé hier pour six mois le programme « pétrole contre nourriture » concernant l'Irak, en adoptant une résolution qui ouvre la voie à une réforme du régime de sanctions au terme de ces 180 jours.**

Le Conseil a adopté cette résolution à l'unanimité, après que la Tunisie eut renoncé à un amendement qui aurait permis de rendre à l'Irak des avions bloqués en Tunisie et en Jordanie en raison de l'embargo imposé depuis 1990.

Le programme « pétrole contre nourriture », dont la phase actuelle se terminait aujourd'hui, a été prolongé jusqu'au 30 mai 2002. Au terme de ces six mois, le Conseil adoptera une liste de produits ayant un potentiel militaire qu'on interdira à l'Irak d'importer.

Un membre important du Conseil de sécurité a expliqué que l'Irak serait autorisé à importer librement tous les produits ne figurant pas sur cette liste. Il s'agira d'une réforme majeure, abolissant de facto l'embargo sur le commerce en vigueur depuis 11 ans et rendant inutile le programme « pétrole contre nourriture ».

La résolution, élaborée par les États-Unis et la Russie, illustre une nouvelle fois la coopération croissante entre Washington et Moscou, qui se sont opposés sur le dossier irakien durant plusieurs années.

Le Conseil de sécurité a fait preuve lors du vote d'une unité qui ne s'était plus vue depuis longtemps quand il s'agissait de l'Irak.

La résolution stipule que la liste et ses clauses d'application entreront en vigueur le 30 mai, sous réserve d'aménagements « approuvés par le Conseil à la lumière de consultations ultérieures ».

La résolution réaffirme également que le Conseil s'engage à un « règlement complet » du problème irakien, y compris « toute clarification nécessaire à la mise en oeuvre

de la résolution 1284 ». Adoptée il y a deux ans, elle offre à l'Irak la possibilité de voir les sanctions suspendues si Bagdad coopère totalement avec la nouvelle commission de l'ONU sur les armements mise en place pour vérifier si les requêtes du Conseil sur l'élimination des armes de destruction massive sont respectées. Aucune mission d'inspecteurs du désarmement ne s'est rendue en Irak depuis décembre 1998.

L'Irak s'est toujours opposé à cette résolution, qui avait été adoptée de justesse par le Conseil de sécurité, sans les voix de trois des cinq membres permanents du Conseil (Russie, France, Chine).

Bagdad reproche à la résolution 1284 son imprécision, en estimant notamment qu'elle ne spécifie pas quel désarmement est encore nécessaire et qu'elle ne donne pas de calendrier pour la suspension des sanctions.

Le programme « pétrole contre nourriture » autorise l'Irak à vendre son brut en échange de l'achat de vivres, de médicaments et d'autres denrées humanitaires.

| AFRIQUE DU SUD |

## La prison pour des policiers qui dressaient des chiens à l'attaque sur des Noirs

d'après AFP

PRETORIA— Quatre policiers blancs sud-africains, coupables d'avoir sauvagement « exercé » leurs chiens à l'attaque sur trois immigrés mozambicains noirs en 1998, ont été condamnés hier à des peines de quatre à cinq ans de prison.

Jacobus Smith, 30 ans, a été condamné à sept ans de prison dont deux avec sursis et ses collègues Lodewyk Koch, 32 ans, Benjamin Henzen, 32 ans, et Eugene Truter, 28 ans, chacun à six ans de prison dont deux avec sursis, par la Haute Cour de Pretoria.

Les quatre hommes avaient été jugés coupables le 19 novembre de violences volontaires aggravées. Henzen et Truter ont aussi été condamnés pour entrave à la justice, pour avoir brouillé les pistes par de fausses notes sur le registre de leur unité. Ils plaidaient tous coupable.

Deux autres accusés pour les mêmes faits, Nicolaas Loubser et Dino Guitto, ont plaidé non coupables et

doivent être jugés lors d'un procès distinct en juin 2002.

Les six policiers afrikaners, membres de l'unité canine du North East Rand (est de Johannesburg), avaient été filmés en janvier 1998 lâchant leurs chiens sur trois clandestins mozambicains, soumis à de sauvages morsures et à des coups et insultes racistes.

Les images vidéo amateurs, prises par un collègue, et apparemment vendues à la télévision publique SABC par un autre policier, avaient bouleversé l'Afrique du Sud à leur diffusion en novembre 2000. Elles avaient fait le tour du monde.

Lors du procès, un accusé et d'anciens maîtres-chiens de la police, avaient révélé que la pratique « d'exercer » les chiens à l'attaque sur des « appâts vivants » était courante depuis des années. Pendant l'apartheid, sur des Noirs sans laissez-passer et, depuis, sur des immigrés en situation irrégulière, peu susceptibles de porter plainte.